



Canadian  
Heritage

## Patrimoine canadien

62B

8128-3-96

VOL 4

UNC

INTERGOVERNMENTAL COOPERATION -  
BRITISH COLUMBIA  
SCHOOL GOVERNANCE; GENERAL

COOPÉRATION INTERGOUVERNEMENTALE -  
COLOMBIE-BRITANNIQUE  
GESTION SCOLAIRE; GÉNÉRALITÉS

## SCHOOL GOVERNANCE

## GESTION SCOLAIRE



7540-CH-502-0870

[illegible]

GC 39.1 (91/10)

7540-21-904-5775

62B 8128-3-96  
VOL 4

002321

62B 8128-3-96  
VOL 4



97-01-07



Government  
of Canada

Gouvernement  
du Canada

Document disclosed under the Access to Information Act  
Document divulgué en vertu de la Loi sur l'accès à l'information

# ● CLOSED VOLUME VOLUME COMPLET

DATED FROM  
À COMPTER DU

1997-01-07

TO

JUSQU'AU

1997-03-21

**AFFIX TO TOP OF FILE - À METTRE SUR LE DOSSIER**

**DO NOT ADD ANY MORE PAPERS - NE PAS AJOUTER DE DOCUMENTS**

**FOR SUBSEQUENT CORRESPONDENCE SEE - POUR CORRESPONDANCE ULTÉRIEURE VOIR**

**FILE NO. - DOSSIER N°**

**VOLUME**

002323

8146-6-CH98-51415

C10L

Secrétaire d'État  
(Multiculturalisme) (Situation de la femme)



Secretary of State  
(Multiculturalism) (Status of Women)

*fin*

FILE COPY

MAR 21 1997

*AL*

Madame Diane Côté  
Présidente  
La Fédération des francophones  
de la Colombie-Britannique  
1575, 7<sup>e</sup> Avenue ouest  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6J 1S1

Madame,

J'ai bien reçu copie de la lettre du 25 novembre dernier, que vous avez adressée à ma collègue, l'honorable Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, concernant les démarches judiciaires qu'a entreprises l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique relativement à la gestion scolaire.

Je vous remercie de me tenir au courant de vos préoccupations à cet égard. Je suis convaincue que M<sup>me</sup> Copps saura apporter à ce dossier toute l'attention voulue. La ministre et moi-même avons été très heureuses de vous rencontrer, de même que des responsables de l'Association à Vancouver.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de mes meilleurs sentiments.

L'honorable Hedy Fry, C.P., députée





Patrimoine canadien Canadian Heritage

8/40-6-56  
2<sup>e</sup> Jean-Hill  
3<sup>e</sup> clavier

MAR 16 1997

Votre référence Your file

Notre référence Our file

Monsieur Nick Ardanaz  
Directeur des services éducatifs  
Conseil scolaire francophone de la  
Colombie-Britannique  
Pièce 229  
1555, 7e avenue Ouest  
Vancouver, (C.-B.)  
V6J 1S1

Monsieur,

Pour faire suite à votre demande d'information du 5 février dernier sur le thème «l'école francophone en milieu minoritaire», il me fait plaisir de vous faire parvenir la documentation ci-incluse.

D'autre part, je vous invite à communiquer avec la Commission nationale des parents francophones qui a sans doute divers ouvrages sur le sujet. Je pense, entre autres, à une étude de Donald Foidart intitulée *Le centre scolaire/communautaire* qui pourrait vous intéresser.

J'espère que ces documents vous seront utiles dans le cadre de votre recherche et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La gestionnaire  
Opérations et coordination régionale  
Programmes d'appui aux langues officielles

Lise Toupin  
Lise Toupin

Pièces jointes

Canada



Dist. de ch. 1

en v. 1

7 mars

1987

97.58.11

Jean-Lille .

Après discussion avec Michael, tu trouveras  
quelques pistes à explorer. On s'en parle ?  
(voir sur copie ci-jointe)

Tu voudras peut-être le rappeler au mon  
nom et voir ses besoins précis ! Et ce qu'il  
a déjà en main !

Merci

Sic 002326

S.V.P. faire copie de cette  
lettre ainsi qu'une photocopie  
des premières pages des documents  
(ou la liste des documents) copiés -  
liées (pour notre mémoire!!)

Merci  
Me voir si nécessaire / 002327



Vous-~~tu~~ toi-même indiquer  
à Lucie quoi inclure dans cet  
envoi si tu veux que je  
révisé le tout avant ?

d'jà fait. Merci

Sue

002328

4/03/97

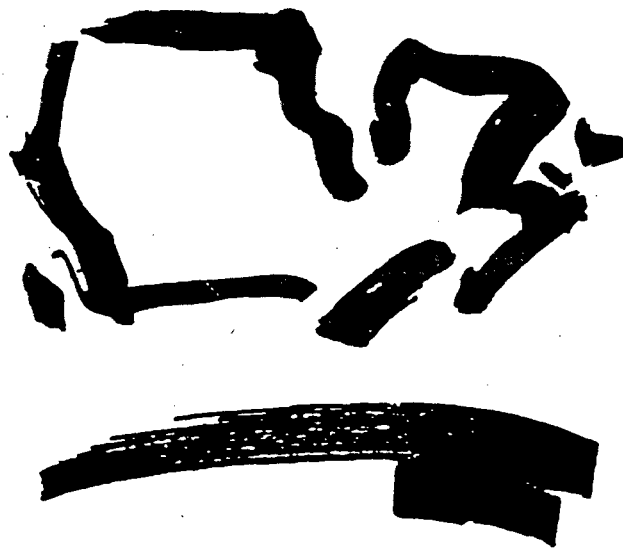
Information Act  
Information

# Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme

## Livre II L'éducation

*Copie*  
- page titre  
- table des matières  
- pp. 7 - 22  
- pp. 137 - 144  
- pp. 155 - 170

C N P F



---

LA COMMISSION NATIONALE  
DES PARENTS FRANCOPHONES

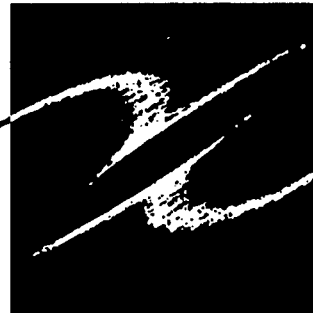




Secrétariat d'État  
du Canada

Department of the Secretary  
of State of Canada

## D'UNE QUESTION LINGUISTIQUE À UN PROBLÈME SOCIÉTAL



# LANGUES OFFICIELLES

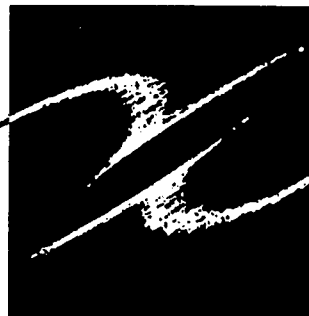
Direction générale de la  
promotion des langues officielles

Canada



# L'épanouissement des communautés de langue officielle

La perspective de leurs  
associations communautaires



LANGUES  
OFFICIELLES

OFFICIAL  
LANGUAGES

Direction générale de la  
promotion des langues officielles

Promotion of  
Official Languages Branch

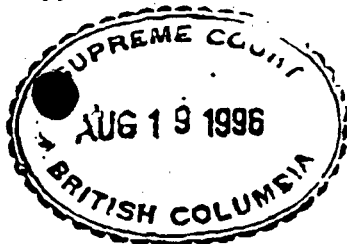
Canada

08/20/98 13:28

01 604 738 1259

A P F C B

002



No. A890762  
Vancouver Registry

**IN THE SUPREME COURT OF BRITISH COLUMBIA**

BETWEEN:

L'ASSOCIATION DES PARENTS  
FRANCOPHONES DE LA COLOMBIE-  
BRITANNIQUE, LA FEDERATION  
DES FRANCOPHONES DE LA  
COLOMBIE-BRITANNIQUE, AND  
PIERRETTE LARRIVEE WOODS,  
DANIEL LESCIELLER, LOUIS  
BRIERE, DEIRDRE WARD-FOGARTY,  
MICHEL LEROUX, DIANE DUPUIS,  
ON BEHALF OF THEMSELVES AND  
ALL OTHER PERSONS RESIDING IN  
THE VANCOUVER/LOWER MAINLAND  
AND VICTORIA REGIONS HAVING  
FRENCH LANGUAGE EDUCATIONAL  
RIGHTS PURSUANT TO S. 23 OF  
THE CANADIAN CHARTER OF RIGHTS  
AND FREEDOMS, BEING PART I OF  
THE CONSTITUTION ACT, 1982,  
S.C. 1982

PLAINTIFFS

AND:

HER MAJESTY THE QUEEN IN  
RIGHT OF THE PROVINCE OF  
BRITISH COLUMBIA

AND:

THE MINISTER OF EDUCATION OF  
THE PROVINCE OF BRITISH  
COLUMBIA

AND:

THE ATTORNEY GENERAL OF THE  
PROVINCE OF BRITISH COLUMBIA

DEFENDANTS

REASONS FOR JUDGMENT

OF THE HONOURABLE

MR. JUSTICE VICKERS



20590

Supreme Court of Canada



Cour suprême du Canada

JEAN CLAUDE MAHE, ANGELINE  
MARTEL, PAUL DUBÉ and  
L'ASSOCIATION DE L'ÉCOLE  
GEORGES ET JULIA RUGNET

- v. -

HER MAJESTY THE QUEEN IN  
RIGHT OF THE PROVINCE OF  
ALBERTA

- and -

ATTORNEY GENERAL OF CANADA  
ATTORNEY GENERAL FOR ONTARIO  
ATTORNEY GENERAL OF QUEBEC  
ATTORNEY GENERAL FOR NEW  
BRUNSWICK  
ATTORNEY GENERAL OF  
MANITOBA  
ATTORNEY GENERAL FOR  
SASKATCHEWAN  
ASSOCIATION CANADIENNE-  
FRANÇAISE DE L'ALBERTA  
COMMISSIONER OF OFFICIAL  
LANGUAGES FOR CANADA  
ALLIANCE QUEBEC, ALLIANCE  
FOR LANGUAGES COMMUNITIES  
IN QUEBEC  
L'ASSOCIATION CANADIENNE-  
FRANÇAISE DE L'ONTARIO  
L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES  
CONSEILS SCOLAIRES DE  
L'ONTARIO  
L'ASSOCIATION DES  
ENSEIGNANTES ET DES  
ENSEIGNANTS FRANCO-  
ONTARIENS  
QUEBEC ASSOCIATION OF  
PROTESTANT SCHOOL BOARDS  
EDMONTON ROMAN CATHOLIC  
SEPARATE SCHOOL DISTRICT  
NO. 7  
ALBERTA SCHOOL TRUSTEES'  
ASSOCIATION

JEAN CLAUDE MAHE, ANGELINE  
MARTEL, PAUL DUBÉ et  
L'ASSOCIATION DE L'ÉCOLE  
GEORGES ET JULIA BUGNET

- c. -

SA MAJESTÉ LA REINE DU CHEF  
DE LA PROVINCE DE L'ALBERTA

- et -

PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA  
PROCUREUR GÉNÉRAL DE  
L'ONTARIO  
PROCUREUR GÉNÉRAL DU QUÉBEC  
PROCUREUR GÉNÉRAL DU  
NOUVEAU-BRUNSWICK  
PROCUREUR GÉNÉRAL DU  
MANITOBA  
PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA  
SASKATCHEWAN  
ASSOCIATION CANADIENNE-  
FRANÇAISE DE L'ALBERTA  
COMMISSAIRE AUX LANGUES  
OFFICIELLES DU CANADA  
ALLIANCE QUÉBEC, ALLIANCE  
POUR LES COMMUNAUTÉS  
LINGUISTIQUES AU QUÉBEC  
ASSOCIATION CANADIENNE-  
FRANÇAISE DE L'ONTARIO  
L'ASSOCIATION FRANÇAISE DES  
CONSEILS SCOLAIRES DE  
L'ONTARIO  
L'ASSOCIATION DES  
ENSEIGNANTES ET DES  
ENSEIGNANTS FRANCO-  
ONTARIENS  
ASSOCIATION DES COMMISSIONS  
SCOLAIRES PROTESTANTES DU  
QUÉBEC  
EDMONTON ROMAN CATHOLIC  
SEPARATE SCHOOL DISTRICT  
NO. 7  
ALBERTA SCHOOL TRUSTEES'  
ASSOCIATION

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

**(Francophone Education Authority)**

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028

Numéro sans frais : 1-888-715-2200

Patrimoine canadien  
Opérations et coordination  
régionale

**FEB 12 1997**

Patrimoine canadien  
Operations and Regional  
Coordination

Le 5 février 1997

Mme Lise Toupin  
Patrimoine canadien  
15, rue Eddy, 7<sup>e</sup> étage  
Hull, QC K1A 0M5

Madame,

À la suite de notre première réunion des intervenants en éducation française de l'Ouest et du Nord-Ouest du Canada les 12, 13 et 14 décembre 1996 à Régina, Saskatchewan, nous avons identifié plusieurs projets dont celui pour lequel je suis responsable : la définition de l'école francophone en milieu minoritaire.

Pour mener à bien la mise en œuvre de ce projet, vous serait-il possible de me faire parvenir des travaux de recherche, des documents ou des références sur la définition de l'école francophone en milieu minoritaire ?

D'autre part, je vous serais reconnaissant de m'envoyer toute documentation (études, dépliants...) pertinente au recrutement d'élèves dans un programme francophone en milieu minoritaire.

En vous remerciant d'avance pour votre coopération, je vous prie de recevoir mes sincères salutations.



B.P. Nick Ardanaz  
Directeur des services éducatifs

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

*(Francophone Education Authority)*

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028

Numéro sans frais : 1-888-715-2200

Patrimoine canadien  
Opérations et coordination  
régionale

**FEB 12 1997**

Opérations et coordination  
régionale  
Coordination

Le 5 février 1997

Mme Lise Toupin  
Patrimoine canadien  
15, rue Eddy, 7<sup>e</sup> étage  
Hull, QC K1A 0M5

~~cc: Fries~~

Michael ✓

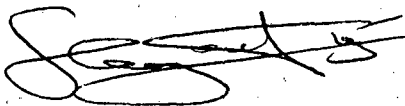
Madame,

À la suite de notre première réunion des intervenants en éducation française de l'Ouest et du Nord-Ouest du Canada les 12, 13 et 14 décembre 1996 à Regina, Saskatchewan, nous avons identifié plusieurs projets dont celui pour lequel je suis responsable : la définition de l'école francophone en milieu minoritaire.

Pour mener à bien la mise en œuvre de ce projet, vous serait-il possible de me faire parvenir des travaux de recherche, des documents ou des références sur la définition de l'école francophone en milieu minoritaire ?

D'autre part, je vous serais reconnaissant de m'envoyer toute documentation (études, dépliants...) pertinente au recrutement d'élèves dans un programme francophone en milieu minoritaire.

En vous remerciant d'avance pour votre coopération, je vous prie de recevoir mes sincères salutations.



P.P. Nick Ardanaz  
Directeur des services éducatifs

Voir documents suivants pour extraits possibles :

- 1) Vision d'Avenir de la FSCF
- 2) Espace francophone FCFA
- 3) Voir titre de l'ouvrage cité en annexes
- 4) Commission B & B.
- 5) Jugement Mahé - Vickers et autres

Consultation auprès de

- ✓ Jacinthe (CNPFF et autres)
- ✓ Monique (Étude centre scol. + comm.?)
- Elise
- Pierre Daudet ? ou Appel à tous ce Mail ?

*the relève and by implication, the prospects for the community itself.*<sup>44</sup>

In their analysis of the discourse of Francophone minority associations, Cardinal et al. note :

*"Fortement influencé par le constat de l'inégalité politique, culturelle et économique des Canadiens français émis par la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, le discours associatif des minorités francophones fut, au début de la période contemporaine, fortement entaché de pessimisme.... Les thèmes de l'assimilation, de l'égalité économique, du refus historique par la majorité d'octroyer à la minorité des droits et des institutions serviront de canevas pour lire la réalité canadienne à partir d'une grille d'oppression nationale."*<sup>45</sup>

However, they also note a gradual change in the minority discourse:

*"Les communautés francophones et acadienne du Canada laissent pour leur part de côté une conception victimisante du statut de minoritaire pour s'affirmer comme partenaires égaux avec l'autre majorité... Les communautés francophones et acadienne inscrivent leur démarche à l'intérieur des modifications du cadre juridique canadien. L'évaluation favorable qu'elle effectuent des dispositions linguistiques de la Charte canadienne des droits et libertés (1982), particulièrement l'article 23, les conduit à croire qu'elle possèdent dorénavant les moyens pour freiner le long déclin démographique qui les afflige."*<sup>46</sup>

The change towards a more empowered discourse seems, however, to be limited to the associations. They note that the community at large and the minority language media have retained the pessimistic discourse of the earlier period. Nor is this pessimism entirely absent from the associational discourse.

The negative tone to the minority language discourse is in some ways typical of communities involved in dependency relationships with governments everywhere. Pool has explored the inherent problem associated with subjective assessments in a language regime, *"This problem is an instance of the general principle that telling the truth is always not rational if a policy that affects the teller is going to be based on*

<sup>44</sup> Stebbins, Robert A., *The Franco-Calgarians, French Language Leisure, and Linguistic Life-style in an Anglophone City*, p. 118.

<sup>45</sup> Cardinal, Linda, Lise Kimpton, Jean Lapointe, Uli Locher and J. Yvon Thériault, *Development of Official Language Communities from the Standpoint of Community-based Associations*, Office of the Commissioner of Official Languages and the Department of the Secretary of State, Ottawa, 1992, p. 10.

<sup>46</sup> Ibid, p. 125.

*Disponible en  
français*

8140-6-96

**DEPARTMENT OF  
CANADIAN HERITAGE**

3rd Floor  
300 West Georgia Street  
Vancouver, B.C.  
V6B 6C6  
Telephone: (604) 666-0176

**MINISTÈRE DU  
PATRIMOINE CANADIEN**

3<sup>e</sup> Etage  
300, rue Georgia ouest  
Vancouver (C.-B.)  
V6B 6C6  
Téléphone: (604) 666-0176

**FAX**

(604)666-3508

DATE: le 18 mars 1997

TO/A:

Stéphanie Lemoine

Paul-Émile Leblanc

FAX: (613)953-9353

TEL: \_\_\_\_\_

FROM/DE: BOB ROBERTSON  
DIRECTOR  
LOWER MAINLAND DISTRICT  
PACIFIC AND YUKON REGION  
(604) 666-2802

NUMBER OF PAGES/NOMBRE DE PAGES  
(Including cover page/Page couverture incluse)

2

COMMENTS/REMARQUES:

*For your information*



*none seen*

*for a copy  
to Hilaine Lemire  
+ Paul-Émile Lefebvre  
for info*

Monday, March 17, 1997

## BRITISH COLUMBIA

# Dr-general notes risk of 'sin-tax' revenues

rt warns  
become  
on liquor,  
g taxes.

Columbians  
ear on booze,

overnment  
ion of that in  
hdog says.  
he so-called  
eral George  
nents can be

addicted to these revenues — in B.C. they make up seven per cent of the government's total revenue — and they are "not a source without risk."

The report comes on the heels of the government's announcement Thursday of expanding gambling, including "destination resort" for-profit casinos that could increase its take from gambling by more than 17 times the current level.

And earlier last week, the government unveiled a review of provincial liquor laws that recommends loosening restrictions on the sale of liquor, such as opening government-run liquor stores on Sundays and allowing patrons to charge alcohol on their credit cards.

Morfit notes that revenues from alcohol, tobacco and gaming support worthwhile ventures and create jobs — the horse-racing industry alone involves well over 7,000 people.

"At the same time, there is a danger that promoting the benefits of such revenue sources can lead to conflicts between the desire to maximize revenues and the need to protect the public from the problems arising from the use of alcohol or tobacco, and from gaming activities.

"As Napoleon Bonaparte once said: 'This vice brings in 100 million francs each year. I will certainly forbid it at once — as soon as you can name a

virtue that brings in as much revenue.'"

The report says 15 per cent of British Columbians have a drinking problem, 26 per cent of the population smoke and four per cent have a gambling addiction.

The social costs include lost work time, drunk-driving, family breakdowns, theft, prostitution, and possibly higher suicide rates, Morfit says.

As well, he cited a 1996 national study that found that smoking and excessive drinking account for one quarter of premature deaths and one-tenth of time spent in hospitals.

"The potential source for conflict between increasing revenues from these

sources and protecting the public from the negative effects of drinking, smoking and gambling can lead to problems in how programs are managed," Morfit warns.

Although he found the government does fund programs for treatment and prevention of drinking and sponsors campaigns to discourage smoking, he said it is critical that the government establish clear direction for managing alcohol and tobacco sales. (There has been no government program for gambling addictions, but the province announced funding for that last week as part of its expanding gambling scheme.)

## ows bizarre break-in, t Vancouver home

ave arrested  
ing a bizarre  
le arson at an  
arly Sunday.  
to a house in  
Drive about 1  
occupant to  
hours.  
saulted and  
. She left the  
moke in an-  
neighbor's  
oned police

and firefighters.

The fire was extinguished and the woman, who did not know the man, was able to provide a description of him to police. Two hours later, a West Vancouver constable spotted a man matching the description walking along Marine Drive.

Jeffrey Charles Mielke, 42, of no fixed address, was charged late Sunday with break and enter, theft, unlawful confinement and arson.

Police said little was taken during the break-in, but gave no further details.

## Francophones seek education control

KIM BOLAN  
Vancouver Sun

Francophone parents in B.C. hope they are on the road to getting complete autonomy over the French education of their children.

At the first general meeting of the B.C. Francophone Authority, delegates were told to expect legislation entrenching their rights to educate their children in French by the end of the provincial government's spring session.

B.C. Supreme Court Judge David Vickers ruled last August that the B.C. government had not lived up to its constitutional obligation to ensure ad-

equate French-language education.

B.C. is the only province in Canada without legislation to bring minority-language education into line with the Charter of Rights and Freedoms. Vickers said the government must do so by the end of its next sitting.

There are now 2,300 students enrolled in the francophone program, designed for students who speak French at home. Thousands more are in French immersion, designed for students with English-speaking parents.

Carole Toscano, director of communications for the authority, said Sunday it wants the full powers of any

school board in the province. "The authority ... controls what is taught in the program but it has to run services from the anglo boards."

There are four stand-alone francophone schools in the province, but for other students, the authority must rent space from local school boards. There are now francophone programs only in southwestern B.C. and Victoria.

"We remain hopeful that the government will extend to the province as a whole and that everyone will have access to the services to which they are legally entitled," said Vincent Pigeon, founding president of the auth-

8140-6-96

4C / M. C. T. /

<b>DIRECTION, CORRESPONDANCE &amp; LIAISON</b>	
<b>DATE:</b>	97.02.03.13
<b>A:</b>	D70 AD-1-CI
<b>OBJET:</b>	Copie de correspondance d'entrée / POUR INFORMATION Information supplémentaire disponible à la Direction au besoin
<b>DE:</b>	Marie Bergeron, Directeur

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO: #

97/03/13 - 16:49

Docket No.: CH97-12325  
Cross-reference No.: SP97-04040

Document date:  
Date received: 97/03/13  
Due date: 97/04/07  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIOL - Official Languages / Langues Officielles  
Author: Ramsey, Paul  
Title/Org.: Minister/Ministry of Education, Education  
Subject: Thanks Minister for letter of January 10, 1997, regarding  
the Canada-British Columbia Special Agreement for the  
Implementation of Francophone Schools Governance  
Action: Information

c.c.: J. KOGEJ (2)  
c.c.: DMO; CIADM  
c.c.:

Forward To: Official Languages/ Langues Officielles - Information

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REx D (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:



MIN  
18 MAR 1997 PM 2 03

MAR 04 1997

Our Ref. 37616

The Honourable Sheila Copps, PC, MP  
Deputy Prime Minister and  
Minister of Canadian Heritage  
Ottawa ON K1A 0M5

Dear Minister:

Thank you for your letter of January 10, 1997, and for your kind words of congratulations on my appointment as Minister of Education, Skills and Training. I am pleased to be resuming my activities in this demanding portfolio which I held briefly last year.

I understand that our officials are close to finalizing their discussions regarding the text of the Canada-British Columbia Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance. Once the Agreement has been finalized, I will contact your office to arrange for signature.

Yours sincerely,

Paul Ramsey  
Minister

8140-6-96

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

*(Francophone Education Authority)*

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028

Numéro sans frais : 1-888-715-2200

---

***Document de travail***

## **La création du programme francophone idéal !**

Afin d'obtenir vos commentaires et vos recommandations sur une planification plus particulière, nous vous proposons de consulter toutes les personnes intéressées à travailler à nos côtés dans votre (vos) école (s) ainsi que dans votre milieu scolaire spécifique.

### **La vision**

Les francophones de la Colombie-Britannique reçoivent une éducation en français reconnue pour son excellence et sa contribution à l'épanouissement de la culture francophone.

### **La mission**

Le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique s'engage à offrir des services éducatifs valorisant le plein épanouissement et l'identité culturelle des apprenants francophones de la province.

Le comité de travail : Nick Ardanaz  
Raymond Ouimet  
Jack Fleming  
Sylvie Boutonné

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

*(Francophone Education Authority)*

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028

Numéro sans frais : 1-888-715-2200

---

## Les 3 questions principales

Selon vous :

1. quel serait un modèle de gestion d'un système scolaire francophone «idéal» en tenant compte de la spécificité de :
  - votre milieu scolaire ?
  - les régions environnantes ?
2. quels seraient les objectifs réalistes que nous devons fixer pour la mise en œuvre de ce système dans les prochaines années ?
3. quelles seraient les implications de cette mise en œuvre au niveau de l'ensemble de la planification pour les personnes, les locaux, les ressources, etc. ?

Nous vous suggérons cette liste (p. 4-12) de points communs (aux implications) qui ont été identifiés lors des consultations menées auprès de notre communauté francophone depuis les derniers six mois :

*Veillez nous faire parvenir vos commentaires et vos recommandations avant le 1<sup>er</sup> novembre 1996 si possible. Ils nous aideront à rédiger la première ébauche du rapport qui orientera le développement de l'éducation francophone en Colombie-Britannique.*

À : Nick Ardanaz  
Président du comité de travail  
Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique  
1555, 7<sup>e</sup> Avenue Ouest, bureau 229  
Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

Télécopieur : (604) 736-5028

-----  
Nom(s) ou groupe(s) : \_\_\_\_\_ École : \_\_\_\_\_

District scolaire : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_\_  
-----

Voici mes (nos) commentaires et recommandations sur les 3 questions principales :

1. quel serait un modèle de gestion d'un système scolaire francophone «idéal» en tenant compte de la spécificité de :
  - votre milieu scolaire
  - les régions environnantes
2. quels seraient les objectifs réalistes que nous devons fixer pour la mise en œuvre de ce système dans les prochaines années ?
3. quelles seraient les implications de cette mise en œuvre au niveau de l'ensemble de la planification pour les personnes, les locaux, les ressources, etc. ?



## A Les enseignant(e)s

- les qualifications
- le processus d'embauche
- suppléance
- les conventions collectives
- bibliothécaire
- promotion de la culture francophone
- reconnaître la valeur des enseignant(e)s
- unité (vision commune)
- le développement professionnel
- spécialistes francophones
- la mobilité des enseignant(e)s
- l'ancienneté
- évaluation des enseignant(e)s
- le support nécessaire pour enseigner à des niveaux multiples
- l'implantation des «ERI»
- les enseignant(e)s à temps partiel

## **B** Les services spécialisés

- le développement de ces services
- le maintien de ces services
- orthopédagogie
- mesures d'accueil
- aides-enseignant(e)s
- programme de douance
- les enfants à besoins spéciaux
- évaluation des programmes
- le perfectionnement des spécialistes
- 
- 
- 
- 
- 
- 
-

## C Le secondaire

- choix des cours, les options
- préparation pour l'université
- promotion du programme
- qualité du programme («les standards»)
- préparation des élèves pour le post-secondaire
- regroupement des élèves (les locaux)
- école communautaire
- les «middle schools» (cause de la division ?)
- le petit nombre d'élèves
- le décrochage des élèves
- la fierté d'être francophone
- les services spécialisés
- pourcentage des cours offerts en français
- réseau informatique
- conseil jeunesse

## **D** Les ressources

- accès à toutes les ressources nécessaires
- livres scolaires
- ordinateurs, logiciels, CD-rom, etc.
- Télécolombie
- bibliothèque
- centre de ressources pédagogiques
- technologie plus exploitée
- école par correspondance, cours à distance
- le réseautage entre les divers programmes francophones
- 
- 
- 
- 
- 
-

## **E** La culture

- les ressources
- contenu dans le curriculum
- coordination des activités et des ressources culturelles aux niveaux  
local, régional, provincial et national
- environnement culturel à l'extérieur du cadre scolaire
- le rayonnement culturel
- événement pour rassembler la jeunesse francophone
- ouverte sur le monde francophone
- financement des activités
- fierté
- la promotion et la valorisation des créations des élèves
- activités parascolaires
- émissions culturelles franco-colombiennes pour les jeunes à Radio  
Canada
- 
- 
-

## F Le préscolaire

- intégré et situé à l'école
- activités communes entre scolaire, préscolaire et communauté
- francisation précoce
- promotion
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
- 
-

## G Les structures décisionnelles

- consultation
- représentation
- le pouvoir décisionnel au niveau local et le CSF
- le budget
- mécanisme de communication
- les parents ne parlant pas le français (exogames)
- acheminement des demandes et des problèmes

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-



## **H** Le transport

- une politique
- les distances et le temps
- un système adéquat

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

# I Questions générales

- le lien entre l'école et la communauté
- le programme d'anglais («English language arts»)
- le recrutement des élèves
- les petits centres
- accessibilité au Conseil scolaire
- services administratifs en français dans les écoles
- camps d'été en français

-

-

-

-

-

-

-

-

-

*Merci de votre précieuse participation, de vos commentaires et de vos recommandations !*

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE****SERVICES SPÉCIALISÉS DE CONSULTATION JURIDIQUE****SECTION DES DROITS DE LA PERSONNE****GROUPE DU DROIT DES LANGUES OFFICIELLES****FAX: (613) 952-4137**

*copie pour info  
à Michael  
Yvan (sgm)  
[Lise Toupin]*

**Date: 22 janvier 1997****VEUILLEZ LIVRER LES PAGES SUIVANTES A:**

<b>Nom:</b>	<b>Louise Rocque</b>	<b>957-5399</b>
	<b>Johanne Gagnon</b>	<b>947-7581</b>
	<b>Hilaire Lemoine</b>	<b>994-0943</b>
	<b>Pierre Gaudet</b>	<b>953-9353</b>

**De: Michel Francoeur**

**Nous transmettons 3 page(s) (y compris cette page) d'un télécopieur automatique. Si vous n'avez pas reçu toutes les pages, veuillez contacter la soussignée au (613) 957-4929.**

**Christine Lasalle**

**Message: Voici copie de la lettre qui fut envoyée à M. Gignac dans le dossier de l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique (demande de remboursement de frais).**

- ☐ L'original vous sera transmis par courrier
- ☐ L'original vous sera transmis par porteur
- ☒ L'original ne vous sera pas transmis



Department of Justice    Ministère de la Justice  
Canada    Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0H8

Le 21 janvier 1997

Monsieur Marc Gignac  
Directeur général  
Association des parents  
francophones de la Colombie-Britannique  
1555, 7e Avenue Ouest, bureau 223  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6J 1S1

**Objet: Remboursement d'honoraires d'avocats \ Association des parents  
francophones de la Colombie-Britannique and al. v. Her Majesty the Queen  
in Right of the Province of British Columbia and al.**

Monsieur,

La présente fait suite à la lettre du 19 novembre 1996 de Madame Martine Galibois Barss, ex-présidente de votre association, dans laquelle cette dernière réclame la somme de 6451 \$ (six mille quatre cent cinquante et un dollars) du Procureur général du Canada pour couvrir certains honoraires des avocats de votre association dans l'affaire citée en rubrique.

L'ordonnance rendue le 16 mai 1995 par l'honorable juge MacDonald de la Cour suprême de Colombie-Britannique, qui accordait au Procureur général du Canada le statut d'intervenant dans cette affaire, précise dans son dispositif que ce dernier ne pourra réclamer ni être tenu responsable des coûts reliés à cette affaire (*«shall neither claim nor be liable for costs»*). En fait, cette partie de l'ordonnance ne fait que réitérer le principe voulant que les intervenants n'ont généralement pas à assumer les frais et honoraires d'avocats des parties impliquées dans un litige donné — pas plus qu'ils ne peuvent exiger le remboursement de leurs propres frais et honoraires par ces mêmes parties.

Par ailleurs, il convient de noter que les procédures judiciaires de votre association ont été financées par le Programme de contestation judiciaire du Canada.

..12

Canada

- 2 -

Dans ces circonstances, vous nous voyez dans l'impossibilité d'accéder à la demande de remboursement d'honoraires d'avocats de votre association.

Regrettant de ne pouvoir donner une suite favorable à la demande de votre association, je vous prie d'accepter, Monsieur, mes meilleures salutations.



John Scratch  
Directeur  
Services spécialisés de consultation juridique

c.c. Brent Gawne, procureur de l'APFCB

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

## SERVICES SPÉCIALISÉS DE CONSULTATION JURIDIQUE

## SECTION DES DROITS DE LA PERSONNE

## GROUPE DU DROIT DES LANGUES OFFICIELLES

FAX: (613) 952-4137

Date: 20 décembre 1996

VEUILLEZ LIVRER LES PAGES SUIVANTES A:

Nom:	Louise Rocque	957-5399
	<u>Hilaire-Lemoine</u>	953-9353
	Beverly Wilton	997-2801
	Hans Van Iperen	(604) 666-1585

De: Michel Francoeur

Nous transmettons 6 page(s) (y compris cette page) d'un télécopieur automatique. Si vous n'avez pas reçu toutes les pages, veuillez contacter la soussignée au (613) 957-4929.

Christine Lasalle

Message: Cette note a été acheminée au ministre de la Justice hier.

- ☐ L'original vous sera transmis par courrier
- ☐ L'original vous sera transmis par porteur
- ☒ L'original ne vous sera pas transmis

Hilaire \_\_\_\_\_  
Paul-Émile ✓  
Lise ✓  
J-G. ✓

**PROTÉGÉ****LITIGE CONCERNANT L'ART. 23 DE LA CHARTE (DROITS SCOLAIRES)  
Colombie-Britannique, décembre 1996****RÉCLAMATION DE FRAIS JUDICIAIRES CONTRE  
LE P.G. DU CANADA PAR L'ASSOCIATION DES PARENTS  
FRANCOPHONES DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE (L'"APFCB")**

**OBJET :** Informer le Ministre et obtenir son aval à l'égard de notre recommandation de ne pas accéder à la demande de remboursement de frais judiciaires de l'APFCB dans un litige linguistique ayant des incidences politiques

**CONTEXTE :**

**1. Lettre de la présidente de l'APFCB**

Le 25 novembre 1996, madame Martine Galibois Barss, présidente de l'APFCB, a adressé une lettre par télécopieur à M<sup>e</sup> John Scratch, Avocat général principal de la Section des droits de la personne. Dans sa lettre, madame Galibois Barss réclame la somme de 6451 \$ du P.G. du Canada en remboursement de certains frais judiciaires encourus par l'APFCB dans le cadre d'un procès l'opposant au P.G. de la Colombie-Britannique, et dans lequel le P.G. du Canada avait le statut d'intervenant. Il s'agissait d'un procès devant la Cour suprême de Colombie-Britannique concernant la mise en oeuvre des droits scolaires des francophones de cette province (art. 23 de la *Charte canadienne*), et dans lequel l'APFCB contestait la validité constitutionnelle du règlement provincial qui assurait la mise en oeuvre de l'art 23. Ce procès eut lieu du 4 au 7 juillet 1996, à Nanaimo (C.-B.), et la Cour, dans son jugement du 19 août 1996, a donné gain de cause à l'APFCB.

De façon plus spécifique, il est affirmé dans la lettre que "[s]uite à la demande de l'APFCB, le ministère de la Justice du Canada a révisé son brief [mémoire] en profondeur...et le juge Vickers, dans sa décision rendue le 19 août dernier, a donné raison à l'APFCB sur toute la ligne. Cependant l'intervention de l'APFCB et ses avocats pour faire réviser le brief de Justice Canada a entraîné des coûts très importants. L'APFCB est déjà déficitaire dans cette cause juridique et les tribulations avec Justice Canada n'ont fait qu'empirer les choses. C'est pourquoi, afin de réduire le manque à gagner dans cette action judiciaire, nous vous serions gré de bien vouloir rembourser à l'Association les coûts entraînés par l'errance de votre ministère dans ce dossier [...]"

**2. Circulation de l'ébauche du mémoire du P.G. du Canada**

Dans les semaines précédant le procès du 4 juillet, les avocats de l'APFCB indiquèrent à ceux du P.G. du Canada qu'ils désiraient obtenir une copie de l'ébauche du mémoire du P.G. du Canada avant qu'il ne soit formellement déposé à la Cour. Les avocats du P.G. du Canada répondirent qu'ils n'y voyaient aucune objection, si ce n'est que cette ébauche serait également



**LITIGE CONCERNANT L'ART. 23 DE LA CHARTE (DROITS SCOLAIRES)**  
**Colombie-Britannique, décembre 1996**

---

circulée aux avocats du P.G. de la Colombie-Britannique ainsi qu'à ceux du Commissaire aux langues officielles, l'autre intervenant au dossier.

De plus, quelques jours avant que cette ébauche ne soit circulée, une rencontre fut organisée à la demande du Commissaire aux langues officielles (M. Victor Goldbloom) pour que ce dernier et le ministre de la Justice du Canada puisse discuter de ce dossier. Lors de cette rencontre, le ministre indiqua au Commissaire que le P.G. du Canada ne désirait pas appuyer une partie plus qu'une autre dans cette affaire, son rôle étant plutôt d'assister la Cour dans sa compréhension et son interprétation de l'art. 23 de la *Charte*, sans pour autant se prononcer sur la validité constitutionnelle du règlement de la Colombie-Britannique. La logique de cette position était qu'il ne revenait pas au gouvernement fédéral de se prononcer sur la validité constitutionnelle du schéma législatif et réglementaire d'une province dans un domaine de compétence provinciale (l'éducation).

Dans les jours suivant l'envoi de l'ébauche du mémoire du P.G. du Canada aux avocats des parties et du Commissaire — mémoire d'ailleurs accepté par le Comité des litiges —, la présidente de l'APFCB, madame Galibois Barss, communiqua par écrit et par téléphone avec le bureau du Premier ministre du Canada pour exprimer son désaccord avec le contenu de ce mémoire. Le Commissaire aux langues officielles en fit autant en communiquant par écrit avec le ministre de la Justice. Leurs revendications étaient essentiellement à l'effet que le mémoire du P.G. du Canada n'était pas neutre et qu'il appuyait plutôt la position du P.G. de la Colombie-Britannique. Il fut alors convenu avec le Bureau du Conseil privé qu'un appel conférence aurait lieu entre madame Galibois Barss, les avocats de l'APFCB, les avocats du Commissaire et ceux du P.G. du Canada (J. Scratch, F. Jordan, M. Francoeur), dans le cadre duquel ces derniers écouterait les commentaires des premiers. Cet entretien dura approximativement 1 heure.

### **3. Modifications apportées au mémoire suite à l'appel conférence**

L'ébauche du mémoire se voulait neutre en ce sens où aucune position n'était prise quant à la question de la validité constitutionnelle du règlement de la Colombie-Britannique. Toutefois, sur les quatre points de droit analysés dans le mémoire, les arguments du P.G. du Canada pouvaient favoriser l'une ou l'autre partie (plus précisément deux pour la province et deux pour l'APFCB). Or, dans la mesure où le mémoire du P.G. du Canada était clairement perçu par l'APFCB, leurs avocats et ceux du Commissaire comme nuisant au recours judiciaire de l'APFCB, et compte tenu des pressions politiques exposées plus haut, il fut décidé par les avocats du P.G. du Canada que le mémoire serait modifié de façon à le rendre plus neutre qu'il ne l'était, plus spécifiquement dans l'analyse des points de droit, sans toutefois compromettre l'intégrité juridique du P.G. du Canada. L'objectif était de se limiter à exposer les arguments respectifs des deux parties sur les quatre points de droit, sans toutefois prendre parti.

**LITIGE CONCERNANT L'ART. 23 DE LA CHARTE (DROITS SCOLAIRES)**  
**Colombie-Britannique, décembre 1996**

---

Lors de cet appel conférence, il fut également convenu que le libellé d'une des questions en litige serait modifié, essentiellement parce que les avocats de l'APFCB nous ont indiqué qu'ils n'entendaient pas revendiquer un système scolaire identique à celui de la majorité (l'art. 23 n'exige qu'un système équivalent), contrairement à ce qu'avaient pu laisser transparaître leur propre mémoire ainsi que diverses rencontres et discussions dans les mois précédant le procès.

En outre, il est important de noter que les avocats de l'APFCB et du Commissaire ont demandé le retrait de toute une partie du mémoire du P.G. du Canada au motif que les questions qui y étaient discutées n'étaient pas en litige. De façon à éviter toute polémique additionnelle, et compte tenu des propos catégoriques des avocats de l'APFCB et du Commissaire à l'effet que ces questions n'étaient pas en litige, il fut convenu de retirer cette partie. Pourtant, lors du procès, tant les avocats de l'APFCB que ceux du Commissaire ont tôt fait de constater que ces questions étaient nécessaires à la Cour, et qu'ils devaient conséquemment tous faire des représentations orales à la Cour à ce sujet. Après coup, tant les avocats de l'APFCB que du Commissaire ont admis à ceux du P.G. du Canada que ces derniers avaient eu raison d'en traiter dans leur ébauche de mémoire.

De plus, il convient de mentionner que les avocats de l'APFCB et du Commissaire insistèrent pour que le mémoire du P.G. du Canada traite d'une question de droit administratif importante à la résolution du litige. Les avocats du P.G. du Canada refusèrent toutefois d'en traiter, parce que l'intervention du P.G. du Canada dans ce litige ne visait qu'à assister la Cour dans son appréciation des paramètres linguistiques de l'art. 23. La Cour donna finalement gain de cause au P.G. du Canada puisque lorsque les avocats du Commissaire voulurent traiter de ces questions dans le cadre de leurs propres plaidoiries, la Cour s'y objecta au motif qu'il ne s'agissait pas de questions reliées à l'art. 23 de la *Charte*, mais bien au droit administratif.

**4. Principe de non-responsabilité des intervenants à l'égard des frais des parties**

Dans le cadre de l'ordonnance rendue le 16 mai 1995 par la Cour suprême de Colombie-Britannique, qui accordait au P.G. du Canada le statut d'intervenant dans cette affaire, il est précisé que ce dernier ne pourra réclamer ni être responsable des frais judiciaires ("*shall neither claim nor be responsible for costs*"), une phrase qui ne fait que réitérer le principe voulant que les intervenants n'ont pas à assumer les frais judiciaires des parties impliquées dans un litige donné. Il revient plutôt aux parties victorieuses de réclamer leurs frais judiciaires des parties perdantes, tel que le font d'ailleurs les avocats de l'APFCB qui sont présentement en pourparlers avec ceux du P.G. de la Colombie-Britannique sur ces questions. (Ces frais devraient se situer approximativement entre 15 000 et 25 000 \$ pour le temps consacré par les deux avocats de l'APFCB à la préparation des procédures écrites de l'APFCB, à la préparation du procès et à quatre jours d'audition à la Cour: or, l'APFCB réclame 6451 \$ — à peu près le tiers — pour les seules discussions relatives au mémoire du P.G. du Canada ...)

Tel est le  
cas ?

**LITIGE CONCERNANT L'ART. 23 DE LA CHARTE (DROITS SCOLAIRES)  
Colombie-Britannique, décembre 1996**

---

**5. Financement des procédures judiciaires de l'APFCB par le gouvernement fédéral**

Il convient également de noter que l'APFCB a bénéficié du financement du Programme de contestation judiciaire à plusieurs reprises, c'est-à-dire une première fois avant l'abolition du Programme par le gouvernement conservateur en 1993, et à trois reprises suite au rétablissement du Programme en 1995 (un montant "rétroactif", un "nouveau" montant et un montant "extraordinaire"). Nous ne connaissons pas les chiffres exacts de ces montants, si ce n'est que la limite maximale du "nouveau" montant (50 000\$) doit avoir été accordée pour qu'un montant "extraordinaire" soit accordé, ce qui fut le cas en l'espèce. Mentionnons de plus que pendant la période d'inactivité du Programme de contestation judiciaire, le ministère du Patrimoine canadien a accordé du financement à l'APFCB. Néanmoins, il semble que le déficit de l'APFCB dans ce dossier se situe à plus de 80 000 \$.

**PRÉOCCUPATIONS POLITIQUES :**

Dans la mesure où des doubles de la lettre de madame Galibois Barss ont été acheminés au Premier ministre Jean Chrétien, ainsi qu'à la ministre du Patrimoine canadien, madame Sheila Copps, et compte tenu des incidences politiques de ce dossier, des consultations ont eu lieu avec des représentants du Bureau du conseil privé, de Patrimoine canadien et également du Conseil du trésor.

Or, le consensus dégagé est à l'effet que si le P.G. du Canada acceptait d'accéder à la demande de l'APFCB dans ce dossier, ceci créerait un fâcheux précédent pour tous les litiges où le P.G. du Canada obtient le statut d'intervenant avec une position différente de celles de diverses organisations non-gouvernementales, et que cela pourrait inciter d'autres organisations à exiger des frais judiciaires pour le temps consacré à des discussions sur les mémoires du P.G. du Canada.

Évidemment, tous sont conscients des dangers politiques que recèle une réponse négative de la part du P.G. du Canada, plus particulièrement que l'Opposition officielle et les médias exploitent un tel développement. Il serait ainsi possible que cet incident soit interprété comme un obstacle additionnel posé par le gouvernement fédéral au maintien et à l'épanouissement des minorités francophones hors Québec, compte tenu notamment du déficit de l'APFCB dans ce dossier. Toutefois, le consensus atteint entre les représentants des divers ministères est à l'effet que les facteurs mentionnés dans la présente note permettraient en grande partie de parer à cette éventualité.

**RECOMMANDATION :**

Que la lettre ci-jointe, préparée pour la signature de John Scratch, soit envoyée aux représentants de l'APFCB, les informant de la décision du P.G. du Canada de ne pas accéder à leur demande de remboursement de frais judiciaires.

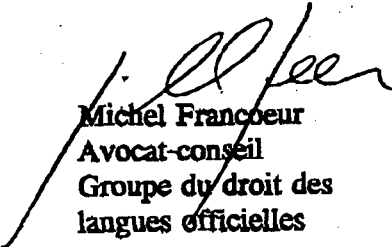
- 5 -

**PROTÉGÉ**


**LITIGE CONCERNANT L'ART. 23 DE LA CHARTE (DROITS SCOLAIRES)  
Colombie-Britannique, décembre 1996**

---


**Préparé par :**

  
Michel Francoeur  
Avocat-conseil  
Groupe du droit des  
langues officielles

**Révisé par :**

  
Yves Côté  
Directeur  
Section des droits de la  
personne

**Approuvé par :**

  
John Scratch  
Directeur  
Services spécialisés de  
consultations juridiques

**Date :** 16 décembre 1996

c:\data\cc\bn\frs.jud

**MINISTÈRE DE LA JUSTICE**  
**SERVICES SPÉCIALISÉS DE CONSULTATION JURIDIQUE**  
**SECTION DES DROITS DE LA PERSONNE**  
**GROUPE DU DROIT DES LANGUES OFFICIELLES**

**FAX: (613) 952-4137**

**Date: 16 janvier 1997**

**VEUILLEZ LIVRER LES PAGES SUIVANTES A:**

**Nom:           Hilaire Lemoine  
                Beverly Wilton**

**953-9353  
997-2801**

**De:            Michel Francoeur**

**Nous transmettons 3 page(s) (y compris cette page) d'un télécopieur automatique. Si vous n'avez pas reçu toutes les pages, veuillez contacter la soussignée au (613) 957-4929.**

**Christine Lasalle**

**Message:    Vous trouverez ci-joint une lettre que nous proposons d'envoyer à l'Association des parents francophones de la C.-B. en réponse à leur demande de remboursement de frais d'avocats. Cette lettre a été approuvée par le ministre de la Justice. Avez-vous des commentaires avant que nous expédions cette lettre?**

- ☐ L'original vous sera transmis par courrier  
☐ L'original vous sera transmis par porteur  
☒ L'original ne vous sera pas transmis

JAN 16 '97 16:30 FR HRLS/SDP

613 952 4137 TO 9539353



Department of Justice    Ministère de la Justice  
Canada    Canada

Ottawa, Canada  
K1A 0H8

Le 17 janvier 1997

Monsieur Marc Gignac  
Directeur général  
Association des parents  
francophones de la Colombie-Britannique  
1555, 7e Avenue Ouest, bureau 223  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6J 1S1

**Objet: Remboursement de frais \ Association des parents francophones de la Colombie-Britannique and al. v. Her Majesty the Queen in Right of the Province of British Columbia and al.**

Monsieur,

La présente fait suite à la lettre du 19 novembre 1996 de Madame Martine Galibois Barss, ex-présidente de votre association, dans laquelle cette dernière réclame la somme de 6451 \$ (six mille quatre cent cinquante et un dollars) du Procureur général du Canada à titre de frais encourus par les avocats de votre association dans l'affaire citée en rubrique.

L'ordonnance rendue le 16 mai 1995 par l'honorable juge MacDonald de la Cour suprême de Colombie-Britannique, qui accordait au Procureur général du Canada le statut d'intervenant dans cette affaire, précise dans son dispositif que ce dernier ne pourra réclamer ni être tenu responsable des frais d'avocats (*«shall neither claim nor be liable for costs»*). En fait, cette partie de l'ordonnance ne fait que réitérer le principe voulant que les intervenants n'ont généralement pas à assumer les frais des parties impliquées dans un litige donné — pas plus qu'ils ne peuvent exiger le remboursement de leurs propres frais par ces mêmes parties.

Par ailleurs, il convient de noter que les procédures judiciaires de votre association ont été financées à la fois par le Programme de contestation judiciaire du Canada et le ministère du Patrimoine canadien.

*De plus le*  
*contribution de façon régulière aux*  
*opération de votre association.*

..12

Canada

- 2 -

Dans ces circonstances, vous nous voyez dans l'impossibilité d'accéder à la demande de remboursement de frais d'avocats de votre association.

Regrettant de ne pouvoir donner une suite favorable à la demande de votre association, je vous prie d'accepter, Monsieur, mes meilleures salutations.

John Scratch  
Directeur  
Services spécialisés de consultation juridique

c.c. Brent Gawne, procureur de l'APFCB

8140-6-36

*L* a création du  
programme francophone idéal

Rapport  
des consultations menées  
par le  
Conseil scolaire  
francophone  
de la Colombie-Britannique

Janvier 1997



## *La Vision*

*Les francophones de la Colombie-Britannique  
reçoivent une éducation en français  
reconnue pour son excellence et  
sa contribution à l'épanouissement  
de la culture francophone.*

## *La Mission*

*Le Conseil scolaire francophone de la  
Colombie-Britannique s'engage à offrir  
des services éducatifs valorisant le plein épanouissement  
et l'identité culturelle des apprenants  
francophones de la province.*

## PRÉAMBULE

*Au* mois de septembre 1996, le conseil d'administration a invité toutes les personnes intéressées à travailler à ses côtés à l'élaboration du système francophone idéal.

Un groupe de travail fut mis en place afin de recueillir les suggestions et les recommandations des parents, des représentant(e)s locaux(les) des enseignant(e)s, des étudiant(e)s, des cadres des districts, du ministère de l'Éducation, de différentes associations francophones, des syndicats et du grand public.

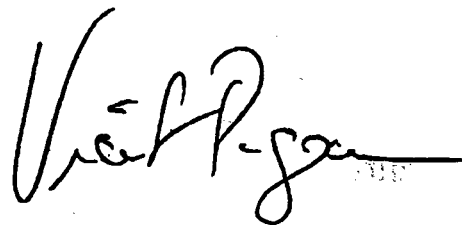
Les commentaires ont été donnés au groupe de travail par les personnes et dans le cadre des réunions suivantes :

- 11 réunions publiques qui se sont déroulées de Prince George à Victoria ;
- un forum à l'intention des étudiant(e)s auquel participaient 50 étudiant(e)s de la 6<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année ;
- des réunions informelles avec les groupes partenaires y compris la Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique, le BCPSEA et le Syndicat canadien de la fonction publique ;
- les enseignant(e)s de 22 écoles ;
- les administratrices et administrateurs d'écoles ;
- 3 réunions publiques du conseil d'administration du Conseil scolaire francophone (CSF) ;
- 50 contributions écrites de particuliers et de groupes.

Ces commentaires ont été rassemblés et analysés en vue de l'élaboration du rapport ci-joint qui pourrait représenter pour le CSF sa vision de l'avenir à atteindre d'ici l'an 2001 en tenant compte des données démographiques de la population étudiante potentielle et de la géographie du territoire.

La publication de ce rapport ne marque pas la fin du dialogue mais, au contraire, elle marque le début d'une ère nouvelle pour la communauté scolaire francophone.

Nous vous remercions de votre participation et des réponses enthousiastes et constructives que vous nous avez soumises.  
**Le dialogue et la consultation continuent ...**



Vincent Pigeon  
Président

---

CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

---

## TABLE DES MATIÈRES

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>1</b>
<b>1. Perspective historique et contexte actuel .....</b>	<b>1</b>
1.1 Les ayants droit .....	2
<b>2. Principes directeurs sur l'éducation en français .....</b>	<b>2</b>
<b>3. Planification stratégique et opérationnelle .....</b>	<b>3</b>
3.1 Le transport et l'accessibilité .....	3
3.2 Les services spécialisés .....	3
3.3 La technologie et le réseautage des écoles.....	3
3.4 La dimension et l'affirmation culturelles .....	3
3.5 L'excellence du personnel .....	4
3.6 Le développement professionnel .....	4
3.7 Les conventions collectives .....	4
3.8 Les écoles communautaires : garderie, préscolaire, élémentaire et secondaire, formation des adultes .....	5
3.9 L'éducation postsecondaire .....	5
3.10 L'autonomie régionale .....	5
3.11 Les ressources matérielles, le matériel didactique, le centre de ressources pédagogiques et culturelles .....	5
3.12 Le programme d'études de la maternelle à la 12 <sup>e</sup> incluant «English Language Arts» et l'apprentissage d'une troisième langue .....	6
3.13 Les enseignant(e)s suppléant(e)s francophones .....	6
3.14 La promotion du programme francophone .....	6
3.15 La collaboration avec les conseils scolaires existants .....	7
<b>4. Vers de nouveaux modèles .....</b>	<b>7</b>
4.1 Les écoles homogènes élémentaires .....	7
4.2 Autres modèles d'organisation d'écoles .....	7
4.3 Le concept d'une école secondaire à réseau multi-campus .....	8
4.4 Les écoles secondaires régionales .....	8
<b>5. Parents et la prise de décisions .....</b>	<b>9</b>
<b>6. Intervenant(e)s et le processus éducatif .....</b>	<b>9</b>
<b>7. Point de vue des étudiant(e)s francophones.....</b>	<b>9</b>
<b>8. Projet éducatif .....</b>	<b>10</b>

## INTRODUCTION

Le Conseil scolaire francophone (CSF) de la Colombie-Britannique a entrepris une **vaste consultation** dans le but d'élaborer un système scolaire francophone idéal. Elle s'est déroulée du mois de septembre au mois de décembre 1996 et a touché les quatre coins de la province. La consultation a permis de définir les grands paramètres conduisant à la mise en œuvre de la gestion scolaire des écoles francophones de la province.

La consultation doit être envisagée comme un **processus** vivant et dynamique du Conseil scolaire. Ce dernier doit être à l'écoute des parents, des enseignant(e)s, des étudiant(e)s et de tout(e) autre intervenant(e) afin d'assurer la pertinence de ses activités et de ses services.

Ce rapport se penche sur toutes les questions de planification intéressant le Conseil scolaire francophone de même que sur les programmes dont il est responsable. On y examine donc :

- le préscolaire ;
- le transport ;
- l'enseignement élémentaire ;
- l'enseignement secondaire ;
- les programmes communautaires ;
- les programmes de développement culturel ;
- les programmes de communication ;
- l'accès à l'enseignement postsecondaire ;
- la nouvelle technologie ;
- les services spécialisés.

Le rapport propose des modèles de prestations de programmes. Ces modèles représentent des solutions possibles à envisager d'ici l'an 2001 en tenant compte des données démographiques de la population étudiante potentielle et de la géographie de la province.

La publication de ce rapport ne marque pas la fin du dialogue public ; bien au contraire, elle marque le début de débats de plus en plus ciblés qui porteront sur des plans particuliers élaborés par le Conseil scolaire francophone.

## 1. Perspective historique et contexte actuel

La présence francophone en Colombie-Britannique remonte à plus de 200 ans.

Depuis l'expédition de Mackenzie en 1793, les francophones habitent la Colombie-Britannique. À partir de 1850, le français était parlé par 60 % des habitants d'origine européenne. Au début du siècle, des francophones vinrent de partout s'établir dans cette province pour y travailler dans l'industrie forestière. Graduellement, ils fondèrent des paroisses, des écoles et des associations à travers la province.<sup>1</sup>

Aujourd'hui, la population en Colombie-Britannique dont la langue maternelle est le français est évaluée, selon le recensement de 1991, à 58 685 personnes. Les francophones représentent 1,8 % de la population totale de la Colombie-Britannique. Au point de vue géographique, les francophones sont dispersés sur le territoire provincial, mais avec une forte concentration dans la région métropolitaine de Vancouver (45 %).

Les pressions exercées sur la culture et sur la langue françaises sont particulièrement puissantes en raison de la faible proportion de francophones et de leur dispersion dans la province.<sup>2</sup>

Le taux d'assimilation est de plus de 70 %. La population francophone est en déclin en nombre absolu.

Parmi les provinces à majorité anglophone, la Colombie-Britannique a connu la plus importante augmentation de sa population francophone depuis les 15 dernières années. «Les nouveaux arrivants se situent entre les âges de 20 et 40 ans. Ils proviennent de diverses souches, culturelles dont un grand nombre (45 %) du Québec et des provinces de l'Ouest, en plus de francophones provenant de diverses régions du

1 Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, Plan de développement global de la communauté francophone de la Colombie-Britannique 1995 - 2000, Vancouver, 22 octobre 1995, p.5.

2 Comité spécial de la C.-B. sur l'éducation en langue minoritaire officielle, Rapport, mai 1991, p.14.

monde. La migration en province est récente d'une ou deux générations».<sup>3</sup> Cette province compte aussi un bon nombre de francophiles puisque 207 175 personnes ont déclaré, lors du recensement de 1991, connaître les deux langues officielles.

### 1.1 Les ayants droit

En 1986, on dénombrait 3 300 ayants droit<sup>4</sup> de 0 à 17 ans dont les deux parents sont francophones. De ce nombre, 1 345 ayants droit parlaient le français contre 1 955 l'anglais. Les ayants droit dont l'un des parents est francophone se chiffraient à 15 275, sur lequel nombre 1 105 ayants droit parlent le français. Il y avait 2 530 ayants droit vivant dans un foyer monoparental qui ont déclaré être francophones, mais seulement 435 parlent le français. Ainsi, pour l'année 1986, il y avait 21 105 ayants droit dont l'un des parents est francophone et sur ce nombre 2 885 ayants droit ont déclaré qu'ils parlent le français.

En 1991, le nombre total des ayants droit dont l'un des parents était francophone est de 21 160 et de ce nombre 2 725 parlaient le français. Ainsi, la clientèle actuellement desservie par le programme cadre de français, c'est-à-dire qui a accès à l'enseignement en français, est faible par rapport à la population admissible en vertu de l'article 23 de la Charte, puisque environ 2 300 élèves sont inscrits.

La gestion scolaire sous la gouverne des francophones de la province permettra une croissance de la population étudiante. Comme le soulignait le Rapport Gallant, le système de gestion scolaire francophone pourrait conserver la plupart des élèves qui sont présentement inscrits et pourrait, sur une période de 5 à 10 ans, attirer la plupart des autres enfants de langue maternelle française et récupérer peut-être 10 à 15 % des enfants qui ont perdu leur langue maternelle. Ce qui pourrait représenter, selon les statistiques de 1991, un effectif scolaire pouvant atteindre 5 500 enfants au cours de cette période.

<sup>3</sup> ibid., p.16 (Rapport Gallant). Il est important de noter qu'il y a en Colombie-Britannique un nombre important d'étudiant(e)s dans les écoles francophones qui ne sont pas francophones. Ce nombre est en croissance constante.

<sup>4</sup> Commission nationale des parents francophones, Résultats préliminaires; les ayants droit par province/territoire et la langue d'usage, Recensement du Canada, 1986, 1991, Winnipeg, 1994.

## 2. Principes directeurs sur l'éducation en français

Les consultations ont permis de dégager, entre autres, les principes directeurs suivants sur l'éducation en français :

- l'élève demeure au centre des préoccupations des intervenant(e)s du milieu éducatif ; tout élève a droit à une éducation de qualité et qui répond à ses besoins ;
- les parents sont les premiers responsables de l'éducation de leurs enfants ;
- la Charte des droits et libertés donne aux parents francophones le droit de faire instruire tous leurs enfants, aux niveaux primaire et secondaire, en français ;
- la mise en place d'un système d'éducation en français en Colombie-Britannique requiert une nouvelle approche par rapport à la gestion et nécessite la participation de tous les intervenant(e)s à la prise de décision (parents, enseignant(e)s, directions des écoles, élèves, communauté, etc.) ;
- l'accessibilité à l'éducation en français est reconnue et acceptée ;
- l'intégration culturelle à l'école est une dimension importante de l'éducation en français en milieu minoritaire ;
- la qualité du personnel enseignant francophone est une condition essentielle de réussite.

Le groupe de travail pense que le Conseil scolaire pourra afficher assez rapidement, au moyen d'une planification stratégique et opérationnelle, ses priorités à court, moyen et long termes qui conduiront à une gestion scolaire homogène de langue française. Le CSF doit être conscient du fait que plusieurs parents, enseignant(e)s et étudiant(e)s adhéreront au CSF s'ils peuvent être assurés d'une progression vers les nouvelles structures d'organisation scolaire et un éventail complet de programmes scolaires.

Le principe de la gestion scolaire comporte certains droits. Ces droits comprennent celui d'une

éducation en français de qualité; le droit à des infrastructures scolaires ; le droit à un financement public pour défrayer les coûts afférents à la programmation en français et le droit à la gestion par et pour les francophones de cette programmation en français. Ce dernier point est jugé primordial. Bien que la Cour suprême provinciale ait reconnu ce droit en principe, la gestion par et pour les francophones de la Colombie-Britannique demeure encore, dans la pratique, une étape à franchir.

### 3. Planification stratégique et opérationnelle

À la suite de la publication de ce rapport suivront, dans un premier temps, le **plan directeur** du Conseil scolaire, faisant état de la **planification stratégique** de ce dernier, et dans un deuxième temps, la **planification opérationnelle**, faisant état des objectifs à réaliser dans la prochaine année pour atteindre les visées préconisées. L'implication des principaux intervenants et intervenantes à la réalisation de ces étapes sera déterminante pour amorcer la mise en œuvre des nouvelles structures scolaires. Il y aura une consultation avec les parents, les enseignant(e)s, les étudiant(e)s, etc. afin d'assurer la pertinence des services du CSF et d'explicitier plus à fond les modalités relatives à la mise en œuvre des éléments de ce rapport.

L'ordre des facteurs ci-dessous qui pourront être intégrés à la planification n'est pas prioritaire.

#### 3.1 Le transport et l'accessibilité

Il est ressorti, à plusieurs reprises, qu'il existe le besoin d'élaborer une politique claire au sujet du transport des étudiant(e)s tenant compte de la sécurité des enfants et d'une durée du trajet visant 45 minutes. Dans le cas contraire, des modes de prestation de transport alternatifs devront être mis en place afin de minimiser les effets négatifs sur l'apprentissage.

#### 3.2 Les services spécialisés

Les services spécialisés devront tenir compte des besoins d'une minorité en rendant disponible des programmes d'accueil, en développant un programme pour les élèves doués, un programme de francisation et des services en français d'orthopédagogues, d'orthophonistes, de psychologues, d'aides enseignant(e)s, de conseillers(ères) pédagogiques, etc. Le CSF étudiera la faisabilité de mettre en place un centre de ressources pédagogiques et culturelles qui sera accessible en région par l'entremise d'Internet et par l'accès à un numéro 1-800 pour faciliter la communication.

#### 3.3 La technologie et le réseautage des écoles

Le CSF examinera certaines options du programme francophone en les rendant disponibles par l'entremise des nouveaux modes de prestation résultant de l'intégration des nouvelles technologies dans les classes et entre les écoles. Les moyens suivants pourront être mis en œuvre :

- utilisation d'Internet et du courrier électronique pour permettre le lien entre les différentes régions et les mettre au service des enseignant(e)s et des élèves dans les écoles ;
- mise en œuvre d'une stratégie de communication entre apprenant(e)s par le biais du réseau informatique ;
- utilisation des services de "Télécolombie".

#### 3.4 La dimension et l'affirmation culturelles

Les écoles de langue française en Colombie-Britannique doivent nourrir, enrichir et transmettre non seulement la langue, mais aussi ses assises culturelles. Le système scolaire francophone et l'enseignement incluront une dimension culturelle se rapportant aux ressources, au contenu dans le curriculum, à la coordination des activités et des ressources culturelles aux niveaux local, régional, provincial, national et international, à un



environnement culturel à l'extérieur du cadre scolaire, au rayonnement culturel, à des événements pour rassembler la jeunesse francophone, au financement des activités, à l'ouverture sur le monde francophone, à la fierté, à la promotion et la valorisation des créations des élèves, aux activités parascolaires et aux émissions culturelles franco-colombiennes pour les jeunes à Radio-Canada.

Pour que l'école réussisse sa mission, surtout en ce qui concerne le volet culturel, elle doit être branchée sur la communauté scolaire. Puisque l'école est une institution de la communauté, elle doit chercher à faciliter l'identité culturelle des francophones de la Colombie-Britannique en responsabilisant les parents et la communauté face au succès des élèves. Les écoles contribueront ainsi positivement au développement culturel en favorisant la promotion des **valeurs culturelles** francophones auprès des élèves de façon "cool" (tel que mentionné par les jeunes lors du Forum le 1<sup>er</sup> novembre 1996).

Sur l'échelle de l'affirmation culturelle, certains jeunes francophones sont assimilés, d'autres sont en "sursis" d'assimilation et enfin, une minorité de la minorité possède suffisamment les éléments de la langue pour s'épanouir en français. Un programme d'éducation mal adapté à ces trois niveaux de compétence linguistique peut avoir des conséquences irréparables pour le jeune en situation d'apprentissage. La principale conséquence est de faire basculer le jeune, une fois pour toutes, du côté de la culture de la majorité.

Les objectifs du programme scolaire pour la population des ayants droit et autres devraient donc viser, dans certains cas, la récupération culturelle là où c'est encore possible. Des programmes de re francisation pourraient prévoir des activités pédagogiques permettant le rattrapage linguistique accéléré. L'étudiant(e) qui possède les caractéristiques propres à la situation de l'assimilation et qui choisit le français aurait accès à un programme de récupération linguistique. Celui qui est en sursis d'assimilation, accéderait à un programme d'actualisation de ses connaissances langagières.

### 3.5 L'excellence du personnel

La survie du programme francophone est liée directement à la qualité et à l'excellence du personnel (compétent, dédié à la tâche et qualifié), des programmes et des ressources. Le Conseil scolaire devra maintenir ce niveau d'excellence. On suggère la possibilité de mettre en place un système d'évaluation et d'appréciation des enseignant(e)s et des programmes. Cependant, le mécanisme d'évaluation devra permettre d'éviter la double supervision pour les enseignants et les enseignantes qui travaillent pour plus d'un employeur.

### 3.6 Le développement professionnel

Il sera aussi important de permettre aux membres du personnel enseignant établis, qui le désirent, d'avoir accès à des programmes de développement professionnel qui comporteront les activités suivantes : cours de perfectionnement ponctuels, congés d'études, stages d'été (ex. «Apprendre ensemble»), formation à la nouvelle technologie, etc. Ceux et celles qui proviennent de l'extérieur de la province pourront également suivre des cours de formation dans le but d'harmoniser les différentes méthodes d'enseignement (ex. l'enseignement à des niveaux multiples, l'implantation d'ensembles de ressources intégrées [ERI]) avec ce qui est en vigueur en C.-B.

### 3.7 Les conventions collectives

Les relations avec les syndicats tels la Fédération des enseignant(e)s de la Colombie-Britannique (FECB) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), notamment au chapitre des conventions collectives, sont primordiales.

Le Conseil scolaire devra s'assurer que la convention collective du corps enseignant francophone et de tout le personnel de soutien soit semblable à celle de la contrepartie anglophone. Elle devra offrir aux enseignantes et aux enseignants qui sont permanents dans le système actuel une permanence dans la nouvelle structure.

Un personnel de grande qualité, motivé par un bon moral et le dynamisme du Conseil scolaire, sera en mesure

d'offrir des programmes et des services de qualité. De plus, des relations de travail étroites, basées sur la confiance, seront nécessaires entre l'administration du CSF, des écoles et le personnel si l'on souhaite la réussite de la mise en œuvre du nouveau programme francophone en Colombie-Britannique.

### **3.8 Les écoles communautaires : garderie, préscolaire, élémentaire et secondaire, formation des adultes**

Un examen du plan de développement global de la communauté francophone de la Colombie-Britannique nous confirme l'intention de la communauté de se doter de centres communautaires pouvant inclure un volet scolaire. La planification étant en voie d'élaboration tant sur le plan scolaire que communautaire, on croit qu'il sera non seulement avantageux mais opportun de combiner les efforts et les ressources pouvant conduire plus rapidement à la réalisation des projets jugés prioritaires par la communauté dans son ensemble.

Dans certaines régions, le CSF examinera la possibilité de créer des centres scolaires communautaires administrés par des francophones avec des locaux pour une garderie, un centre préscolaire, les niveaux élémentaire et secondaire et certaines activités communautaires. Au niveau **préscolaire**, les services pourront être intégrés et situés dans l'école et les activités seront communes entre les niveaux scolaire, préscolaire et communautaire, accompagnés d'un programme de francisation précoce et de la promotion du programme. Les locaux intégrés à l'école abriteront des activités sportives et culturelles, des cours pour adultes, des camps d'été pour les jeunes, les services d'une bibliothèque et un théâtre. Une utilisation pratique de la nouvelle technologie pourrait faciliter une plus grande accessibilité aux activités communautaires.

En Colombie-Britannique, **Éducacentre** détient présentement le mandat de la formation des adultes. N'ayant pu bénéficier d'écoles de langue française par le passé, les besoins en matière de formation des adultes devraient être très grands en terme

d'importance. On verra à conclure des ententes avec **Éducacentre** et on participera au développement de ce secteur d'activités.

### **3.9 L'éducation postsecondaire**

Des démarches devront être entreprises auprès des universités et des collèges de la Colombie-Britannique afin d'examiner la faisabilité d'introduire de nouveaux programmes ou encore de contracter des ententes de services auprès d'autres universités francophones du pays, particulièrement dans l'Ouest canadien. L'utilisation de la vidéo interactive pourra permettre une rationalisation des coûts et des ressources et l'accessibilité à ce volet. Le CSF devra mettre à la disposition des intéressé(e)s un document identifiant les bourses d'études disponibles au niveau postsecondaire au Canada.

Les diplômé(e)s du secondaire seront admis sans difficulté aux études postsecondaires où ils se joindront au marché du travail aisément. Il s'agit d'un objectif à plus ou moins longue échéance qui suppose que l'éducation offerte à la minorité francophone de la province devra être égale à celle offerte à la majorité anglophone.

### **3.10 L'autonomie régionale**

Pour assurer la gestion par et pour les francophones dans les principales régions francophones de la province, il est suggéré d'attribuer une certaine autonomie aux régions en raison des aspects pratiques qui favorisent une administration moins lourde et une meilleure représentation locale. Cela permettrait de rencontrer les besoins particuliers des régions tout en mettant à profit, à l'échelle de la province, les expertises régionales.

### **3.11 Les ressources matérielles, le matériel didactique, le centre de ressources pédagogiques et culturelles**

La mise en place d'un système de gestion scolaire devra permettre l'ajout de nouvelles ressources



pédagogiques. Le partage des ressources et la coopération entre les communautés, tout en créant un sentiment d'appartenance, demeurent l'objectif ultime. Il sera plus facile de partager les ressources et le matériel didactique entre les diverses écoles francophones. Le partage de certaines ressources pédagogiques sera facilité par l'utilisation de la nouvelle technologie et coordonné par un centre de ressources pédagogiques et culturelles.

Les ressources didactiques adaptées aux besoins spécifiques des élèves francophones de la Colombie-Britannique gagneront en efficacité si elles sont développées et produites localement. Il sera avantageux d'explorer plus à fond cette possibilité par le recours à un modèle de production coopératif. De même il y aura lieu de prévoir la mise sur pied d'un développement de projets éducatifs par et pour chaque école du CSF. L'expérience dans l'élaboration de ces modèles profitera à chacune des écoles.

### 3.12 Le programme d'études de la maternelle à la 12<sup>e</sup> incluant «English Language Arts» et l'apprentissage d'une troisième langue

La perspective de pouvoir compléter le cycle élémentaire et secondaire dans un cadre d'école homogène de langue française est un des facteurs clés d'adhésion au Conseil scolaire et à l'éducation en langue française en général. Une programmation étoffée et de qualité de la maternelle à la douzième année aura un effet sur le **décrochage** observé dans les milieux où le programme francophone n'est offert que très partiellement au cycle élémentaire et à plus forte raison là où le programme n'est pas en place au secondaire.

Par ailleurs, il est important pour les écoles de se doter de **maternelles à temps plein**. Ce volet du système de l'éducation permettra de contrer le phénomène de l'assimilation précoce qui sévit auprès des enfants francophones. La maternelle à temps plein pourrait représenter des économies budgétaires à long terme (moins de services spécialisés).

Enfin, le CSF devra offrir un programme «**English Language Arts**» adapté aux besoins des franco-phones de la Colombie-Britannique qui, pour la majorité, possèdent une excellente base en langue seconde.

Les diplômé(e)s du système francophone seront capables de fonctionner aussi bien en français qu'en anglais et elles(ils) seront des citoyennes et des citoyens actifs dans leur milieu. Pour ce faire, en plus de maîtriser la langue française, elles(ils) seront en mesure de fonctionner dans l'environnement social anglophone de la Colombie-Britannique à un niveau de bilinguisme avancé. Les élèves francophones de la Colombie-Britannique pourront aussi se prévaloir, en option, de **l'enseignement d'une troisième langue**.

Cette éducation de qualité devra se refléter dans la vision et la mission du modèle de gestion à mettre en place. Le programme est vu comme étant de haute qualité et cela se voit dans l'excellence du personnel enseignant et non enseignant, dans celle des élèves et dans la communauté en général.

### 3.13 Les enseignant(e)s suppléant(e)s francophones

On a noté l'urgence de solutionner le problème d'insuffisance au niveau du personnel suppléant francophone et qualifié (certifié) et ce, dans chaque communauté. Le CSF devra se doter d'une banque de ressources humaines et d'un plan de développement professionnel pour combler le manque de personnel à ce chapitre.

### 3.14 La promotion du programme francophone

Une priorité de la mise en œuvre de la gestion scolaire sera sans contredit la mise en place d'un plan étoffé de communication et de mise en marché des programmes et services offerts par le nouveau Conseil dans ses écoles. Les activités de promotion et de mise en marché pourraient fort bien devenir la pierre angulaire de l'adhésion et du sentiment d'appartenance au Conseil scolaire et à ses écoles.

### 3.15 La collaboration avec les conseils scolaires existants

Il fut question de la collaboration présente et future et d'un partenariat dynamique avec les intervenantes et les intervenants clés du milieu scolaire et communautaire anglophone. Le souci de maintenir l'harmonie existante dans plusieurs régions entre les conseils scolaires (anglophones) et le CSF est omniprésente dans les commentaires reçus.

## 4. Vers de nouveaux modèles

La mise en place des modèles suivants nécessitera un échéancier de réalisation. Aussi doit-on prévoir des **mesures transitoires** conduisant à la pleine gestion scolaire.

### 4.1 Les écoles homogènes élémentaires

La valeur de l'école comme pivot de la communauté et point de convergence de l'éducation communautaire est connue. Nous reconnaissons aussi le rôle central joué par l'école dans la plupart des communautés, ainsi que les nombreuses façons pour l'école de contribuer à la vie communautaire. D'où l'importance de situer géographiquement nos écoles le plus près possible des enfants. Les communautés francophones de la Colombie-Britannique doivent avoir à leur disposition des installations qui deviendront le lieu vers lequel se tourneront les familles pour les services d'éducation des enfants. Le CSF devra reconnaître les écoles comme des centres physiques facilitant l'accès à une éducation de qualité en français. Pour assurer cette qualité, les écoles devront offrir un programme homogène en français.

Dans ces écoles homogènes, le contenu est enseigné à 80 % en français. Il s'agit d'un critère essentiel à la bonne réussite de projet éducatif dont se dotera l'école. L'autonomie des écoles constitue une condition de premier plan dans la mesure où elles seront appelées à jouer un rôle déterminant dans la vie de l'élève et dans le développement de la communauté. Elles offrent des services spécialisés (orthopédagogie, orthophonie,

"counselling", programmes d'accueil, anglais langue seconde, bibliothécaire, etc.) pour répondre aux besoins particuliers d'une partie de la clientèle qui n'a pas eu sa juste part en terme d'éducation. Elles offrent aussi des services préscolaires et de garderies au niveau élémentaire de même que des classes d'accueil qui vont servir à la francisation.

### 4.2 Autres modèles d'organisation d'écoles

Là où le choix d'une école homogène ne sera pas possible, il sera utile de se tourner vers le modèle de cohabitation avec le programme d'immersion dans le même édifice. Dans ce cas, il sera primordial d'établir une **direction francophone** et lui confier la responsabilité administrative de façon proportionnelle aux effectifs d'élèves francophones. La prochaine étape à franchir pour les écoles déjà établies sera d'accéder au statut d'école homogène.

COHABITATION DANS UN ÉDIFICE – DEUX ENTITÉS (ÉCOLES)	
Édifice unique	
École francophone	École d'immersion

Les élèves du groupe minoritaire partagent le même édifice, il y a deux équipes d'administration distinctes ce qui donne donc deux entités sous un même toit. Ce modèle (de deuxième choix) requiert une collaboration étroite entre les deux entités surtout en ce qui a trait aux attributions des espaces et à l'agencement des horaires de cours. La cohabitation avec une école d'immersion est plus naturelle qu'avec une école strictement anglophone.

Le modèle de cohabitation de troisième choix (voir tableau à la page suivante) est une école intégrée sous une direction unique et qui offre à la fois un programme francophone et un programme anglophone. La communauté francophone ne bénéficie pas d'autonomie particulière dans ce modèle.

COHABITATION DANS UN ÉDIFICE – UNE ÉCOLE – DEUX PROGRAMMES	
Édifice unique	
Une école	
Programme anglophone	Programme francophone

### 4.3 Le concept d'une école secondaire à réseau multi-campus

S'il existe un sujet prioritaire pour l'éducation en français en Colombie-Britannique, c'est incontestablement le besoin d'établir dans des délais raisonnables une programmation complète au secondaire.

Le modèle d'une école à réseau multi-campus au secondaire a été retenu en vertu de sa grande flexibilité, de son principe d'équité, de son utilisation maximum des ressources humaines et matérielles, notamment la nouvelle technologie. Il permet à la fois d'offrir un éventail complet de programmes à l'échelle de la province tout en permettant une personnalisation en fonction des réalités régionales du milieu.

Chaque entité secondaire offrira le programme de base provincial du ministère de l'Éducation et développera ses options de spécialisation selon les priorités suggérées par des comités consultatifs (parents, enseignant(e)s, étudiant(e)s, etc.).

Dans le cas où les élèves fréquentent en petit nombre une école anglophone, ce groupe sera relié administrativement à l'école francophone de sa région. Il existe plusieurs cas de ce genre. Ils formeront des familles d'école et celles qui sont situées en périphérie seraient liées grâce aux méthodes que permettent les nouvelles technologies. Ainsi, le modèle de l'école multi-campus sera adapté à la situation régionale.

De plus, le CSF voudra s'assurer que la programmation scolaire offerte comprenne 80 % d'enseignement en français. Les accords devront prévoir aussi une accessibilité complète aux installations et équipements de l'école.

Il est recommandé la mise en place d'un mécanisme permanent d'évaluation et d'ajustement de ce modèle d'organisation scolaire. L'évaluation porterait essentiellement sur les résultats atteints par les élèves dans leurs études, sur le rendement du personnel enseignant, sur l'atteinte d'un enseignement homogène en français à 80 %, sur les relations intercommunautaires, sur l'accessibilité aux activités parascolaires, etc. Les parents, les élèves et le personnel enseignant seraient conviés à participer à ce mécanisme d'évaluation et à proposer les ajustements nécessaires.

### 4.4 Les écoles secondaires régionales

Selon les données démographiques et les commentaires reçus, les écoles secondaires pourraient se situer dans les régions suivantes :

- la région métropolitaine de Victoria ;
- la région de la Vallée Fraser ;
- la région métropolitaine de Vancouver ;
- toute autre région de la Colombie-Britannique où le nombre d'inscriptions le justifie.

Cette recommandation implique que :

- tous les élèves francophones du programme s'inscrivent, poursuivent et reçoivent leurs diplômes de l'école secondaire francophone de leur région mais peuvent, moyennant certaines conditions, suivre un cours ou un programme spécifique dans d'autres écoles (par exemple, préparation à l'emploi, programme de mécanique automobile, etc.) ;
- des mesures seront prévues conformément aux politiques provinciales et fédérales pour le service de pensionnat et le transport des élèves ;
- des programmes avancés en «English Language Arts» et en anglais langue seconde seront offerts aux élèves ;
- des cours en option seront offerts pour l'apprentissage d'une troisième langue ;
- les programmes permettront l'accès aux études postsecondaires (collégiales et universitaires).

## 5. Parents et la prise de décisions

Les parents, intervenants importants dans le processus éducatif, devront être invités à participer activement au projet éducatif amorcé par le CSF et en particulier par les écoles élémentaires et secondaires. Le CSF devra prévoir un mécanisme à partir duquel les parents seront impliqués d'une façon permanente dans le processus éducatif.

## 6. Intervenant(e)s et le processus éducatif

Ce processus pourrait inclure entre autres :

- la participation à la définition de la mission de l'école ;
- la participation à l'établissement des plans d'amélioration de la qualité de l'école ;
- la collaboration à l'établissement des politiques de l'école sur l'éducation, la culture et la langue ;
- une présence au comité de sélection de la direction de l'école ;
- une consultation sur l'établissement d'un climat et de conditions favorables à la qualité d'apprentissage et de l'enseignement ;
- l'apport de suggestions en vue d'améliorer l'installation physique et de faciliter l'utilisation de l'école par la communauté ;
- la collaboration à l'établissement d'un processus d'évaluation du rendement de l'école ;
- la collaboration à l'établissement du plan de communication entre l'école et les familles, afin d'encourager la participation des parents, de promouvoir et de parrainer des programmes visant à aider les parents à acquérir les compétences pour offrir un soutien pédagogique ;
- la création de partenariats parmi les membres de la communauté sur des questions liées à la promotion de la langue et de la culture françaises.

## 7. Point de vue des étudiant(e)s francophones

Les opinions des étudiant(e)s francophones ont été recueillies lors du Forum jeunesse (1<sup>er</sup> novembre 1996). Les étudiant(e)s ont indiqué qu'ils(elles) souhaitaient que le CSF tienne compte des points suivants :

- le curriculum devrait être complet ;
- l'aspect culturel devrait y jouer un rôle fondamental ;
- il devrait exister un partenariat plus étroit entre l'école et la communauté ;
- on devrait prévoir des échanges d'étudiant(e)s avec les écoles de la province et au niveau national ;
- la fierté francophone est fondamentale ;
- les conseillers(ères) d'orientation devraient être mieux informé(e)s sur le programme francophone ;
- on devrait promouvoir le programme francophone ;
- les étudiant(e)s veulent être impliqué(e)s dans le processus de décision ;
- on souhaite un meilleur encadrement pour les enseignant(e)s spécialisé(e)s ;
- l'accessibilité à l'enseignement postsecondaire est importante.

L'étudiant(e) idéal(le) a été défini(e) par les jeunes eux-mêmes. Selon eux, le jeune idéal est créatif, travailleur, intéressé à apprendre, actif et impliqué à l'école et dans sa communauté. L'étudiant(e) fait preuve d'indépendance, il/elle est organisé(e) et ouvert(e) d'esprit. Le jeune a confiance en lui, il/elle est respectueux(se) et il/elle a l'esprit critique. Par ailleurs, il/elle est motivé(e), attentif(ve), responsable et enthousiaste. Il/Elle est bilingue et se fixe des buts à long terme. Il/Elle est réfléchi(e), il/elle communique avec son entourage et il/elle a une attitude positive devant la vie.

Il est suggéré que l'on précise un mécanisme à partir duquel les jeunes pourraient être impliqués dans la prise de certaines décisions. Le curriculum devra être élaboré de façon à tenir compte des besoins des jeunes.

Par exemple, les jeunes pourront recevoir une formation pertinente et conforme aux tendances actuelles en éducation. Enfin, le CSF devra s'assurer que le personnel enseignant soit spécialisé et mieux encadré.

---

## 8. Projet éducatif

Tout en s'appuyant sur la mission du CSF, les parents et l'école devront identifier les besoins particuliers des élèves et de la communauté. L'objectif est de définir une vision culturelle afin d'élaborer un projet éducatif. Celui-ci est l'énoncé du but et des objectifs généraux de l'école pour une période de trois à cinq ans. Ce projet est aussi le point d'appui sur lequel l'école bâtit son projet pédagogique à long terme et les plans d'action culturels et pédagogiques qui en découlent.

Dans son projet pédagogique, l'école se donne une direction propre. Celle-ci peut se définir selon des critères très variés tels une clientèle particulière, un contenu et des connaissances spécifiques ou une approche pédagogique précise.

Le projet éducatif se concrétise annuellement par un plan d'action culturelle et pédagogique qui identifie les objectifs spécifiques et les stratégies d'enseignement et d'apprentissage qui seront retenues afin d'atteindre le but et les objectifs généraux de l'école. Ce plan d'action pédagogique doit être rédigé en fonction de la réalité culturelle de l'école. Il reflète donc la situation de l'école et sa clientèle sur l'échelle de l'affirmation culturelle : assimilation, survie, épanouissement ou engagement.

Toute école qui désire se donner un plan d'action afin d'effectuer un changement quelconque dans sa collectivité doit trouver un moyen d'engager cette même collectivité très tôt dans le processus. Pour cette raison, la direction de l'école qui souhaite avoir un impact sur sa communauté scolaire tout en permettant à sa communauté d'influencer l'école doit trouver un moyen de communication efficace avec cette communauté.

*Le dialogue  
et la consultation  
continuent ...*

## **Le conseil d'administration**

**Vincent Pigeon**, de la région du Grand Vancouver

**Marc-André Ouellette**, de la région Sud de l'île de Vancouver

**Nicole Hennessey**, de la région Nord de l'île de Vancouver

**Louise Côté Madill**, de la région Okanagan-Columbia-Nord de la Colombie-Britannique

**Martine Galibois Barss**, de la région du Grand Vancouver



**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE  
DE LA COLOMBIE - BRITANNIQUE**

1555, 7<sup>e</sup> Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver, (C.-B.) V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028 Numéro d'appel sans frais : 1-888-715-2200  
site internet (web) : <http://www.csf.bc.ca> adresse électronique : [info@csf.bc.ca](mailto:info@csf.bc.ca)

**CONSEIL SCOLAIRE FRANCOPHONE DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

**(Francophone Education Authority)**

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 229, Vancouver (C.-B.) V6J 1S1

Téléphone : (604) 736-5030 Télécopieur : (604) 736-5028

Numéro sans frais : 1-888-715-2200


Le 28 janvier 1997

Cher(chère) membre de la communauté francophone,

Nous avons le plaisir de vous faire parvenir le rapport des consultations menées par le Conseil scolaire francophone de la Colombie-Britannique. Il est le fruit d'un travail collectif à l'échelle de la province.

Comme vous pourrez le constater, il y est écrit que le dialogue et la consultation continuaient ; alors, n'hésitez pas à nous envoyer vos commentaires soit par télécopieur (604-736-5028) ou par courriers postal ou électronique (adresse électronique : [info@csf.bc.ca](mailto:info@csf.bc.ca)) !

Encore un grand merci pour votre participation.

  
Jean-Guy Vienneau  
Directeur général

Jean-Lilles  
une autre copie  
pour tes dossiers  
Merci Jse  
12/02/97



8170-6-58  
Rise



Department of Justice  
Canada

Ministère de la Justice  
Canada

Legal Services  
Canadian Heritage  
Les Terrasses de la Chaudière  
15 Eddy Street, 13th Floor, 13E6  
Hull, Quebec  
K1A 0M5

**PROTECTED - SOLICITOR CLIENT**

January 20, 1997

Mr. Elizabeth King  
Barrister and Solicitor  
Ministry of Attorney General  
of British Columbia  
Legal Services Branch  
1001 Douglas Street  
Victoria, British Columbia  
V3W 1C8

**Re: Francophone Education Federal-Provincial Cost-Sharing Agreement**

Dear Ms. King:

I thank you for sending me a copy of the Government of British Columbia's earlier draft of clause 4.2 of the above-referenced agreement. As well, I trust you received a copy of a similar clause which was inserted in a similar agreement entered into by the Government of Canada with the Government of Saskatchewan.

As discussed with you last Friday, the draft clause proposed by your client is unacceptable to the Department of Canadian Heritage for the following reasons.

While the clause inserted in the agreement with the province of Saskatchewan states that reimbursement of the costs incurred by the government of that province is specifically subject to that government's full compliance with the latest court decisions on school management available at that time, the draft clause proposed by your client insists on the Government of Canada's liability for those payments...unless a court has held that the province is acting in contravention of the Supreme Court of B.-C.'s decision in the school management reference.

.../2

**Canada**

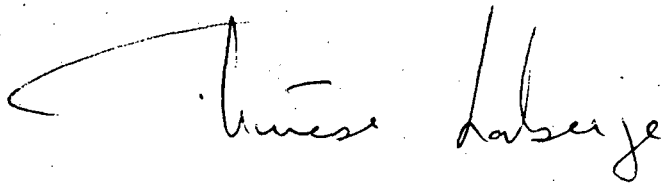
- 2 -

In other words, while in Saskatchewan, the Government of Canada's contribution was conditional upon Saskatchewan's compliance with the court's decision, in British Columbia, the Government of Canada does not receive any kind of assurance that the Government of B.-C. will in fact comply with the court decision. In addition, under the proposed terms of the agreement, the Government of Canada, who generally undertakes to partially reimburse the Government of British Columbia's expenses in the matter of school management, would additionally expressly state that those expenses will be reimbursed...unless a court of law states that the Government of B.-C. is acting in contravention of the Supreme Court of B.-C.'s decision.

It is my client's view that the wording suggested, while not offering any guarantee of compliance with the Supreme Court's decision, may be interpreted as a specific commitment from the Government of Canada to pay the Government of British Columbia even in the case of clear contravention of the court decision.

As you will certainly understand, this possible interpretation is untenable for the Government of Canada. While of course the Government of Canada has no reason to believe that the Government of British Columbia would contravene the court decision which, as you rightly pointed out to me, directly binds the Government, the Department of Canadian Heritage would nonetheless like to see in the agreement some form of undertaking from the Government of B.-C. to follow-up on or otherwise apply the decision in the province.

I trust the foregoing clarifies the matter and look forward to working with you at your earliest convenience on elaborating the appropriate words in order to give assurance to all recipients of Canada's support under this agreement and to the Canadian public, that the Supreme Court of British Columbia's decision in the matter of school management will be implemented by the Government of British Columbia.



Thérèse Laberge  
Legal Counsel  
Department of Canadian Heritage

c.c.: Department of Canadian Heritage  
Official Languages Support Branch



Department of Justice  
Canada  
Canadian Heritage

Ministère de la Justice  
Canada  
Patrimoine Canadien

MEMORANDUM/NOTE DE SERVICE

Security Classification — Cote de sécurité

Protégé: secret professionnel de l'avocat

File number — Numéro de dossier

PCH 6270-99

Date

Le 17 janvier 1996

Telephone/FAX — Téléphone/Télécopieur

997-2151/997-2801

TO/DEST.: Jean-Gilles Francoeur, Appui aux langues officielles, Patrimoine canadien

FROM/ORIG.: Avocate, Services juridiques, Patrimoine canadien

SUBJECT/OBJET: *Projet d'entente avec la Colombie-Britannique - Gestion scolaire*

Comments/Remarques

Do not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace

J'ai révisé la plus récente version de l'entente mentionnée en rubrique et j'aimerais faire les commentaires suivants.

1. Ayant eu certains doutes sur l'éligibilité de certaines dépenses relatives aux coûts encourus afin d'assurer le fonctionnement des écoles françaises (par opposition à ceux encourus pour le fonctionnement du seul conseil scolaire francophone), je m'en remets à votre jugement pour justifier de telles dépenses, dans le cadre de cette entente spéciale en matière de gestion scolaire.

2. Depuis que j'avais révisé la plus récente version de cette entente, le 23 mai 1996, je remarque que l'entente a été enrichie d'importants engagements à défrayer le coût d'acquisition et de construction d'immeubles scolaires. A cet effet, je ne peux que vous inciter fortement à inclure dans votre entente spéciale une clause environnementale de même nature que celle qui a été insérée, entre autres, à l'entente Canada-Saskatchewan. Je vous rappelle à cet effet que, bien que d'éventuels projets d'immobilisation devront faire l'objet d'ententes auxiliaires, il est important de prévoir, au coeur même de l'entente spéciale, que de tels projets seront soumis à une étude environnementale en vertu du processus fédéral, au risque de vous voir opposer, au niveau de l'entente auxiliaire, une fin de non-recevoir. Je vous fais remarquer à ce sujet que la clause 4.3 de l'entente spéciale réfère déjà à certaines clauses qui devront être incluses dans une entente auxiliaire.

3. Votre clause relative à l'observation du jugement de la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans l'affaire de l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique est défectueuse. Contrairement à d'autres ententes (Saskatchewan) qui soumettaient le remboursement de frais au respect, par la province, des décisions judiciaires en matière de gestion scolaire, le projet actuel d'entente de la Colombie soumet le financement du Canada à un nouveau jugement qui établirait une telle non-conformité au jugement précité. Ceci implique que le Canada s'obligerait spécifiquement dans une entente adoptée directement en relation avec le jugement dans l'affaire de

- 2 -

Comments/Remarques

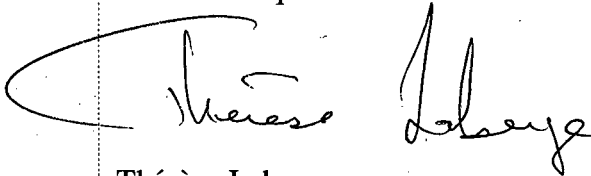
l'Association des parents à payer la contribution à la Colombie, même dans le cas de contravention flagrante au jugement de la Cour, tant qu'un nouveau jugement ne l'aurait pas établi. Je crois que ceci est extrêmement dangereux. Dans les circonstances, à défaut de reprendre le libellé de l'entente avec la Saskatchewan, vous auriez avantage, à tout le moins, d'indiquer que la Colombie s'engage à respecter la décision de la Cour suprême de la Colombie-Britannique dans l'affaire de l'Association des parents.

4. Un dernier point. La clause délai me semble très mal formulée. A l'aide de la traductrice, nous sommes parvenues, dans la version française, à en clarifier le sens, de la manière suivante:

"L'absence de plainte ou le retard de l'une ou l'autre partie à se plaindre d'un manquement ou d'une omission de la part de l'autre partie à ses obligations en vertu de la présente entente spéciale ne saurait constituer une renonciation de la part de cette partie à ses droits .".

Je vous encourage à refléter cette nouvelle énonciation dans la version anglaise de votre entente.

Je souhaite que ces commentaires vous soient utiles.



Thérèse Laberge

c.c. G. Aubin  
B.J. Wilton

Do not write in this space / Ne pas écrire dans cet espace



# Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

16 janvier 1997

L'Honorable Sheila Copps  
Vice Premier Ministre et  
Ministre du Patrimoine canadien  
15, rue Eddy, 7e étage  
Hull, (Ontario)  
K1A 0M5

1997 JAN 20 PM 1:49

COPIE

**OBJET:** Suivi à la rencontre du 14 janvier 1997

Madame,

J'aimerais vous remercier d'avoir accepté de rencontrer les représentants des organismes francophones de la Colombie-Britannique le 14 janvier dernier. Nous réalisons que votre temps est précieux et c'est pourquoi l'intérêt que vous démontrez vis à vis du développement de la communauté francophone de la C.-B. est tout à votre honneur.

Pour ce qui est du déficit encouru par l'Association des parents francophones de la C.-B. dans la cause juridique intentée contre le gouvernement provincial, nous sommes très heureux de voir que vous êtes d'accord avec nous à savoir que ce n'est pas à la communauté francophone de la C.-B. d'en défrayer les coûts.

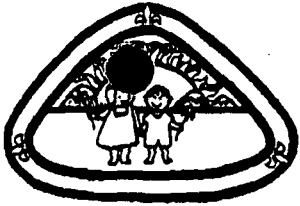
Nous espérons que la solution envisagée pour couvrir le déficit encouru par l'A.P.F.C.B., soit d'aller chercher les fonds dans l'entente spéciale pour l'implantation de la gestion scolaire, portera fruit. Cependant, advenant le cas où cette solution n'aboutissait pas, nous sommes d'accords que la responsabilité de trouver les fonds nécessaire pour éponger ce déficit revient à l'administration de votre ministère.

Nous espérons que ce dossier sera réglé très prochainement car le temps presse. En effet, le gouvernement provincial étant à la veille de procéder à l'amendement de la Loi scolaire pour se conformer à la décision Vickers, il faut mettre de la pression sur le Cabinet provincial afin qu'il profite de l'occasion pour étendre la juridiction du Conseil scolaire francophone à toute la province. Le seul moyen de pression ayant jusqu'ici donné des résultats est une poursuite judiciaire.

*Pour une*

*éducation*

*de qualité!*



## Association des parents francophones de la Colombie-Britannique

L'Honorable Sheila Copps  
16 janvier 1997  
page 2

C'est pourquoi, l'A.P.F.C.B. entreprendra un recours juridique pour demander l'extension de la juridiction du Conseil scolaire, et ce dès que le déficit dans la première cause juridique sera éliminé.

Je vous remercie pour toute l'attention que vous apportez à notre dossier et vous prie de recevoir, madame Copps, mes salutations les plus distinguées.

Le président,

Daniel Le Scieller

c.c. Le Très Honorable Jean Chrétien, Premier Ministre  
Jean Pelletier, Directeur de Cabinet du Premier Ministre  
Orest Krulak, directeur régional pour la C.-B. et le Yukon, ministère du Patrimoine canadien  
Hilaire Lemoine, directeur général, Direction générale du Programme d'appui aux langues officielles, ministère du Patrimoine canadien  
Diane Côté, Présidente, Fédération des francophones de la C.-B.

AC

Pour une  
éducation  
de qualité!

**ASSOCIATION DES PARENTS FRANCOPHONES  
DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE**

1555, 7e Avenue Ouest, bureau 223  
Vancouver, Colombie-Britannique V6J 1S1

**MESSAGE PAR TÉLÉCOPIEUR - FAX MESSAGE****DATE:**20 janvier 1997**A/ TO:**M<sup>re</sup> Honorable Sheila Copps  
Vice Premier Ministre et Ministre  
du Patrimoine canadien**DE/ FROM:**Daniel Le Sceller  
Président**SUJET/ RE:**Suivi à la rencontre du  
14 janvier 1997**N° PAGES/ # PAGES**03

CANADIAN HERITAGE

CANADIAN HERITAGE

REG/PRIO:

GR

97/01 - 10:37

Docket No.: CH97-02598  
Cross-reference No.:

Document date: 97/01/16  
Date received: 97/01/21  
Due date: 97/02/11  
Campaign code:  
Ack/Acc: N

Program: CIOL - Official Languages / Langues Officielles  
Author: Le Scieller, Daniel  
Title/Org.: Président/Association des parents  
Subject: Remercie la Ministre pour l'intérêt démontrer vis à vis le développement de la communauté francophone de la Colombie-Britannique  
Action: Reply/Réponse

c.c.: DMO  
c.c.: ADMCI  
c.c.:

Forward To: Central Corresp./Corresp. centrale - Eve - réponse

Comments:

Approved by:

DG (or designate)

(Tel. Number)

ADM/REXD (or designate)

(Tel. Number)

Signature [ ]  
required

DM

(Tel. Number)

Minister's office

Approved by:

Minister's Assistant

Date:

Approved by:

Date:

Autopen:

Info copy for Min.:



CH96 - 45481 /

96-51214

lettre signée  
le 23 déc.  
dernier.

Monsieur Daniel Le Scieller  
Président  
Association des parents francophones  
de la Colombie-Britannique  
1555, 7<sup>e</sup> Avenue ouest, bureau 223  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
V6J 1S1

Monsieur,

Au nom de l'honorable Sheila Copps, vice-première ministre et ministre du Patrimoine canadien, je vous remercie de la lettre que votre prédécesseur lui a adressée, le 18 novembre dernier, concernant la situation financière difficile dans laquelle se trouve l'Association des parents francophones de la Colombie-Britannique, à la suite des démarches qu'elle a entreprises pour faire reconnaître ses droits en vertu de l'article 23 de la *Charte canadienne des droits et libertés*.

Lors de la signature de l'entente Canada-communauté en mars dernier, vous vous rappellerez qu'en plus du montant de 6 046 000 \$, le versement d'une somme additionnelle de 1,5 million de dollars, en marge de l'entente, a été approuvé afin de permettre à la communauté franco-colombienne d'entreprendre des activités ponctuelles de développement, jugées prioritaires d'ici mars 1999. L'annexe A de cette entente présente les grandes lignes d'action à prendre en considération pour l'atteinte des objectifs donnés; il y figure notamment l'éducation, comme domaine d'activité privilégié, et, plus particulièrement, la mise en oeuvre de la gestion scolaire pour les niveaux primaire et secondaire.

On nous informe que vous avez accepté de travailler avec le codemandeur dans votre cause juridique, soit la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, afin d'établir un plan d'action pour réduire votre dette, et la ministre vous en félicite. Au terme de cet exercice, elle vous encourage à poursuivre vos discussions avec M. Bob Robertson et M<sup>me</sup> Diane Côté, coprésidents du comité conjoint en Colombie-Britannique, dans le but d'étudier la possibilité de soumettre un projet spécial au comité conjoint de l'entente, dans le cadre des fonds additionnels qui vous ont été accordés pour la réalisation d'initiatives prioritaires.

Compte tenu des circonstances particulières qui ont entouré votre cause juridique avec la province de la Colombie-Britannique, M<sup>me</sup> Copps vous invite également à poursuivre vos démarches auprès du Programme de contestation judiciaire. Le ministère est sensible à la situation difficile dans laquelle vous vous trouvez et a bon espoir qu'une solution pourra être trouvée pour vous soutenir à cet égard.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Danielle May,  
adjointe exécutive

c.c. Madame Diane Côté



Ministry of Education,  
Skills and Training

Funding and Accountability Division

Governance and Legislation Branch

PO Box 9146 Stn Prov Govt  
VICTORIA BC V8W 9H1

Telephone: (250) 356-0522  
Facsimile: (250) 953-4908

January 13, 1997

Previously Sent by Facsimile

HC  
Hilaire Lemoine  
Director General  
Department of Canadian Heritage  
7th Floor, Jules-Leger Building  
15 Eddy St  
Hull PQ K1A 0M5

P. Em. L.  
J. Rose

Dear Hilaire Lemoine:

Further to our telephone conversation of January 9, 1997, the following are the amendments we propose to the wording of the Agreement between the Province and the Federal Government:

- in paragraph (c) of "eligible expenses", add "(v) minor capital costs, including acquisition of furniture and equipment";
- in paragraph (d) of "eligible expenses", amend the opening words to read "capital costs associated with the operation of any Francophone Education Authority, other than minor capital costs, and which include"; and
- in paragraph 4.3, add "relating to the initiative described in clause 2.1 (d) after the words "capital projects", and delete "relating to the initiative described in clause 2.1 (d)", as it appears after the words "British Columbia", and changing "capital projects" to "capital costs".

Yours truly,

Peter H. Owen  
Director

PHO/jt

8140 - 6 - 96

Deputy Prime Minister and  
Minister of Canadian Heritage



Vice-première ministre et  
ministre du Patrimoine canadien

Ottawa, Canada K1A 0M5

JAN 10 1997

The Honourable Paul Ramsey  
Minister of Education, Skills and Training  
Government of British Columbia  
Parliament Buildings  
Victoria, British Columbia  
V8V 1X4

Dear Mr. Ramsey:

I welcome this opportunity to congratulate you on your recent appointment as Minister of Education, Skills and Training, and wish you great success in your new portfolio.

I commend your department for the noticeable progress that has been achieved towards implementing Francophone schools governance in British Columbia. Our officials have had productive discussions in recent weeks regarding the text of the *Canada - British Columbia Special Agreement for the Implementation of Francophone Schools Governance* and the financial participation of the federal government.

In my view, we must proceed as quickly as possible in concluding this agreement which is essential for the transition from the present system to the new Francophone Education Authority. We should make every possible effort to provide the means to establish an effective system for Francophone education in your province.

When our officials have finalized their discussions, I hope that we can meet to sign the agreement which will demonstrate the commitment of both governments to the development of the Francophone community in your province in the vital area of education.

Yours sincerely

Sheila Copps

Canada



*Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles*

*Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs*

15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-0943

**télexcopie/Fax : le 13 janvier 1997**

**1 + 1 pages**

<b>À/TO</b>  <b>BOB ROBERTSON</b>  <b>Bureau de Vancouver</b>  tél./tel. : (604) 666-2802 téléc./fax : (604) 666-3508	<b>DE/FROM</b>  <b>JEAN-GILLES FRANCOEUR</b> <b>Agent principal de programmes</b> <b>Opérations et coordination régionale</b>  tél./tel. : (819) 994-2964 téléc./fax : (819) 953-6580
--	--

Pour votre information.

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 01/13 '97 14:19 ID: DGPALO/OLSPB

D- FILE START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No. No. TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00 365 01/13 14:18 TX		16046663508	2	2	0	00'52"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.

FOUR VOTRE INFORMATION.



**Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles**

**Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs**

15-7-K  
15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-2224

<http://www.pch.gc.ca/pch/offlangoff.htm>

**January 10th 1997**

**1 + 1 pages**

<b>À/TO</b>  <b>The Honourable Paul Ramsay Minister of Education, Skills and Training Government of British Columbia Parliament Buildings Victoria, British Columbia V8V 1X4</b>  tél./tel : téléc./fax : (250) 356-3200	<b>DE/FROM</b>  <b>Hilaire Lemoine Director General Official Languages Support Programs</b>    tél./tel. : (819) 994-0949 téléc./fax : (819) 953-9353
---	--

C.C.: Raymond Ouimet (250) 387-1470

Peter <sup>W</sup>Orten (250) 953-4908

Note: Original will follow by mail.

\*\*\* BROADCAST REPORT \*\*\*

PRINT TIME 01/10 '97 18:31 ID: OLSPB

PAGE 1

FILE No.364 DEPT.No. 00

SET	MODE	ECM	REDUC.	RESOL.	CONT.	HALF	MAIL
TIME						TONE	BOX
01/10 18:25	TX	B/C	ON	ON	NORMAL	NORMAL	OFF

START	LOCATION	STORE	TX	TOTAL	CODE	REM.	RELAY
TIME		PAGE	PAGE	TIME		COPY	GROUP No.
01/10 18:25	12503563200	2	2	01'48"	OK		
01/10 18:28	12503871470	2	2	00'46"	OK		
01/10 18:31	12509534908	2	2	00'39"	OK		

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 01/10 '97 18:27 ID: OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	364	01/10 18:25	TX B/C	12503563200

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
2	2	0	01'48"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.



**Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles**

**Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs**

15-7-K  
15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-2224

<http://www.pch.gc.ca/pch/offlangoff.htm>

**January 10th 1997**

**1 + 1 pages**

**À/TO**

**The Honourable Paul Ramsay  
Minister of Education, Skills and  
Training  
Government of British Columbia  
Parliament Buildings  
Victoria, British Columbia  
V8V 1X4**

**DE/FROM**

**Hilaire Lemoine  
Director General  
Official Languages Support Programs**



\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 01/10 '97 18:28 ID: OLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION	STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
No.	No.	TIME			PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
00	364	01/10 18:28	TX	B/C 12503871470	2	2	0	00'46"	OK
					REM.	RELAY			
					COPY	GROUP	No.		



**Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles**

**Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs**

15-7-K  
15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-2224

<http://www.pch.gc.ca/pch/offlangoff.htm>

**January 10th 1997**

**1 + 1 pages**

**À/TO**

**The Honourable Paul Ramsay  
Minister of Education, Skills and  
Training  
Government of British Columbia  
Parliament Buildings  
Victoria, British Columbia  
V8V 1X4**

**DE/FROM**

**Hilaire Lemoine  
Director General  
Official Languages Support Programs**

\*\*\* TRANSMISSION REPORT \*\*\*

PRINT TIME 01/10 '97 18:32 ID: QLSPB

D-	FILE	START	MODE	LOCATION
No.	No.	TIME		
00	364	01/10 18:31	TX B/C	12509534908

STORE	TX	RX	TOTAL	CODE
PAGE	PAGE	PAGE	TIME	
2	2	0	00'39"	OK

REM. RELAY  
COPY GROUP No.



**Patrimoine canadien  
Programmes d'appui  
aux langues officielles**

**Canadian Heritage  
Official Languages  
Support Programs**

15-7-K  
15, Eddy  
Hull (Québec)  
(819) 994-2224

<http://www.pch.gc.ca/pch/offlangoff.htm>

**January 10th 1997**

**1 + 1 pages**

**À/TO**

**The Honourable Paul Ramsay  
Minister of Education, Skills and  
Training  
Government of British Columbia  
Parliament Buildings  
Victoria, British Columbia  
V8V 1X4**

**DE/FROM**

**Hilaire Lemoine  
Director General  
Official Languages Support Programs**

Author: Suzanne Murphy at CANADIAN-IDENTITY  
Date: 97-01-08 12:03  
Priority: Normal  
TO: Anne Lafontaine-Cyr  
Subject: Re: Lettre à Paul Ramsay, ministre de l'éducation de C.-B.

----- Message Contents -----

Anne,

S.V.P. ajouter à notre liste de B/F. J'ai déjà envoyé cette note à Viviane et Kimberly.

Forward Header

Subject: Re: Lettre à Paul Ramsay, ministre de l'éducation de C.-B.  
Author: Anne Ladouceur-Seguin at SENIOR-EXECS  
Date: 1/8/97 11:44 AM

Tel que demandé

Anne

Forward Header

Subject: Re: Lettre à Paul Ramsay, ministre de l'éducation de C.-B.  
Author: Michel Briskin at MINISTERS-OFFICE  
Date: 1/8/97 08:45 AM

M. Lemoine,

Veuillez SVP donner suite à cette demande.

Merci.

Forward Header

Subject: Re: Lettre à Paul Ramsay, ministre de l'éducation de C.-B.  
Author: Jean Boutet at MINISTERS-OFFICE  
Date: 97-01-08 08:44

C'est une bonne idée et on devrait avoir le texte en fin de journée aujourd'hui.

Reply Separator

Subject: Lettre à Paul Ramsay, ministre de l'éducation de C.-B.  
Author: Michel Briskin at MINISTERS-OFFICE  
Date: 97-01-08 08:27

Jean,

On pourrait envoyer cette semaine une lettre signée de la ministre au nouveau ministre de l'éducation de Colombie-Britannique l'encourageant à aller de l'avant avec la ratification de l'entente sur la gestion scolaire.

Qu'en penses-tu?

8140-6-96



Canadian Heritage Patrimoine canadien  
300 - 300 West Georgia Street  
Vancouver, B.C.  
V6B 6C6

Your file Votre référence

Our file Notre référence

le 9 janvier 1997

Monsieur Daniel Le Scieller  
Président  
Association des parents francophones  
de la Colombie-Britannique  
1555, 7e ave ouest, bureau 223  
Vancouver, (Colombie-Britannique)  
V6J 1S1

Monsieur,

Nous vous remercions de la lettre que nous a adressée votre prédécesseur le 19 novembre dernier, demandant au comité conjoint de revoir sa décision en ce qui concerne le financement du projet intitulé "Cause juridique", déposé au Secrétariat de l'entente en mai dernier.

Nous sommes conscients que le déficit relié aux dépenses encourues dans la cause juridique provoque une très grande inquiétude. Nous sommes heureux de constater que plusieurs démarches ont été entreprises pour financer cette dette. Lors du Conseil des présidents et présidentes du mois de novembre dernier, vous avez accepté de travailler en collaboration avec le co-demandeur dans votre cause juridique, soit la Fédération des francophones de la Colombie-Britannique, afin d'établir un plan d'action qui vous permettrait de rencontrer vos obligations.

Lorsque les résultats des démarches entreprises seront connus, nous serons en meilleure position pour réagir à votre demande. Le comité conjoint pourrait alors se rendre disponible pour vous rencontrer et déterminer de quelle façon il pourrait vous aider à réaliser les objectifs de votre plan d'action. Nous vous serions gré de nous tenir au courant des développements de ce dossier.



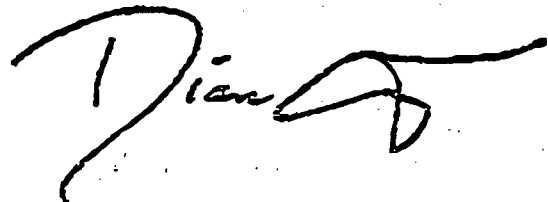
- 2 -

Nous sommes saisis de la situation financière difficile à laquelle votre association fait face et nous comptons vous appuyer dans la mesure du possible et selon les résultats de votre plan d'action.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.



Bob Robertson  
Directeur, Colombie-Britannique/  
Yukon et  
Co-président du comité conjoint de  
l'entente



Diane Côté  
Co-présidente  
Comité conjoint de l'entente

BR:nl



Ministry of Education,  
Skills and Training

Funding and Accountability Division

Governance and Legislation Branch

5th Floor, 620 Superior Street  
Victoria, British Columbia  
V8V 2M4  
Telephone: (604) 356-0522  
Facsimile: (604) 953-4908

January 7, 1997

Hilaire Lemoine  
Director General  
Official Languages Support Branch  
Department of Canadian Heritage  
7th floor, Jules-Leger Building  
15 Eddy Street  
HULL, QUEBEC  
K1A 0M5

Previously Sent by Facsimile

Dear Hilaire Lemoine:

This is in response to our discussions on December 6th and 18th and your last draft of the cost sharing agreement, which we received on December 17th.

Thank you for removing the last "whereas Clause" on page 2 of the draft.

With respect to the definition of "eligible expenses" we feel that "network" should be added after "telecolombie" in (b)(vi). We agree that the opening words of paragraph (c) and the broad wording in paragraph (e), with the slight modification already made to (e), mean that the present wording of paragraph (c)(iv) is satisfactory.

We have revised (d) of this definition as we want to include certain items that may be considered as capital expenses, but which under the *School Act* S.B.C., chapter 61 would be categorized as operating expenses. Generally the items to be included in paragraph (d) are "minor" capital expenses. Such minor capital expenses would be included in eligible expenses and would not need to be the subject of another agreement( as required under paragraph 4.3) in order to be included. However, we do not want this agreement to include "capital expenses" as defined in the *School Act*. Items that would generally fall within this category are "major" capital expenses. Paragraph 4.3 should only apply to these major capital expenses.( i.e. you would not contribute to such expenses unless there was a subsequent agreement). Paragraph (d), therefore should be modified to read:

- (d) Minor capital costs associated with the operation of any Francophone Education Authority, which are included in the definition of "operating expenses" as defined in section 1 of the *School Act*, Chapter 61, S.B.C. 1989, and includes capital costs related to the acquisition, of furniture, buses and equipment to be used by a Francophone Education Authority for school purposes.

.../2

- 2 -

The changes to paragraph 4.1 are satisfactory.

We suggest the following revised wording for paragraphs 4.2 and 4.3, respectively:

'4.2 Canada agrees to make the contributions required by this agreement for the 1997-98 and the 1998-99 fiscal years, unless a court has held that the Province is acting in contravention of the British Columbia Supreme Court Decision in L'Association De Parents Francophones De La Colombie-Britannique, et al v. Her Majesty The Queen in Right of British Columbia.'

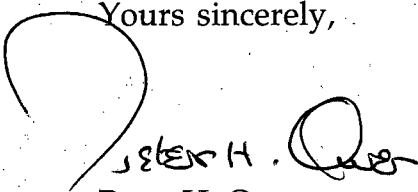
'4.3 Canada will only contribute an amount towards capital costs that are not included in the definition of eligible expenses if there is an auxiliary agreement between Canada and British Columbia which permits the cost sharing of those capital costs.'

The revision to paragraph 7.1 is satisfactory in our view.

On looking at the revision suggestion for paragraph 25.1 it is our view that the suggested change is not necessary. As "British Columbia" is a defined term there is no need to add "Government of".

I also attach a copy of the annual budget required by section 7, in the format requested on December 10, 1996.

Yours sincerely,



Peter H. Owen  
Director

Attachment

## ESTIMATED ELIGIBLE COSTS & PROJECTED CONTRIBUTIONS

### 1. ESTIMATE OF ELIGIBLE COSTS

ACTIVITIES	1996/97	1997/98	1998/99	TOTAL
START-UP COSTS	351,378	501,541	501,541	1,354,460
LANGUAGE UPGRADING	1,890,000	1,629,000	1,629,000	5,148,000
Curriculum Development	408,000	250,000	190,000	848,000
Assessment & Examinations	260,000	289,000	299,000	848,000
Mesures d'accueil	310,000	310,000	310,000	930,000
Learning Resources	200,000	100,000	150,000	450,000
Telecolombie	282,000	300,000	300,000	882,000
Teacher Training	430,000	380,000	380,000	1,190,000
OPERATING COSTS	3,648,722	5,212,459	5,212,459	14,073,640
Enrolments	1,397,346	1,996,209	1,996,209	5,389,764
Fixed (District) Costs	456,193	651,704	651,704	1,759,601
Administration (incl. School & O&M)	1,596,447	2,280,638	2,280,638	6,157,723
Geographic Factors (Transportation)	198,736	283,908	283,908	766,552
CAPITAL COSTS	109,900	157,000	157,000	423,900
TOTAL	6,000,000	7,500,000	7,500,000	21,000,000

### PROJECTED CONTRIBUTIONS

REVENUE SOURCES	1996/97	1997/98	1998/99	TOTAL
Canadian Heritage	3,000,000	3,750,000	3,750,000	10,500,000
British Columbia	3,000,000	3,750,000	3,750,000	10,500,000
TOTAL	6,000,000	7,500,000	7,500,000	21,000,000